

PROGRAMME DE CONSOLIDATION

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHE DE

LUXEMBOURG

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE

D'EL SALVADOR

2007-2010

**PROGRAMME DE CONSOLIDATION 2007-2010 (PC)
ENTRE LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
ET LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE D'EL SALVADOR**

TABLE DES MATIERES

1.	INTRODUCTION	1
2.	OBJECTIFS DU PC	2
3.	LES PRIORITES TERRITORIALE ET SECTORIELLES DU PC	2
4.	LES THEMATIQUES TRANSVERSALES	4
5.	CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	4
6.	LES MODES ET INSTRUMENTS DE MISE EN ŒUVRE DU PC	5
7.	PROGRAMMATION ET SUIVI DU PC	6
8.	PLANIFICATION BUDGETAIRE ET FINANCIERE DU PC	7
9.	ANNEXES	
	Programme d'Appui à Réseau Solidaire	
	La politique luxembourgeoise de la coopération au développement	

**PROGRAMME DE CONSOLIDATION 2007-2010 (PC)
ENTRE LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ET
LA REPUBLIQUE D'EL SALVADOR**

1. INTRODUCTION

Les relations de coopération entre les gouvernements du Grand Duché de Luxembourg et la République d'El Salvador ont été entamées il y a 13 ans (1993). Depuis l'année 2000, la coopération luxembourgeoise se concentre sur l'accès de la population pauvre aux services de base, spécialement l'eau potable, la santé et l'éducation dans la région orientale du Salvador.

Dans le but de disposer d'un cadre de référence qui oriente les relations de coopération entre le Luxembourg et le Salvador, les deux gouvernements se sont mis d'accord sur un Programme Indicatif de Coopération 2003-2006 (PIC 2003-2006), qui a été signé à Luxembourg le 29 octobre 2002.

Avec la signature du PIC les deux parties ont convenu d'inscrire leur coopération dans un cadre programmatique qui permettra une évolution graduelle vers un programme pluriannuel et multisectoriel, de nature plus stratégique, intégrée et cohérente.

Tel que fixé dans le PIC 2003-2006, les principaux objectifs des relations de coopération entre les gouvernements du Luxembourg et du Salvador sont la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la démocratie au Salvador.

Le présent document renforce cet aspect et vise à appuyer les efforts du Gouvernement du Salvador en matière de réduction de la pauvreté et à favoriser le développement durable.

Les objectifs du Programme de Consolidation (PC) s'insèrent dans le cadre des priorités retenues dans le Programme national de lutte contre la pauvreté « Réseau solidaire » du Salvador, celui des Objectifs du Millénaire pour le Développement pour 2015, et celui de la politique luxembourgeoise de coopération au développement.

Le PC entre les deux pays est régi par l'Accord général de Coopération signé le 10 avril 2002.

Dans ce cadre, le PC vise également à promouvoir l'efficacité de l'aide en se référant plus particulièrement à la « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ». Dans ce même esprit, la partie luxembourgeoise adhère au « Plan d'action pour une coordination et une harmonisation plus étroites » de l'Union européenne qui a été adopté par les Etats membres et la Commission européenne.

Considérant d'un côté l'impact positif et les avances significatives de la coopération luxembourgeoise au Salvador et de l'autre côté le niveau des indicateurs du développement du pays, le présent programme de coopération 2007-2010, appelé Programme de Consolidation, prépare le retrait à moyen terme de la coopération luxembourgeoise du Salvador, en assurant l'appropriation et la continuité de ses activités par les acteurs et autorités, locales et nationales, engagés dans cet effort.

2. OBJECTIFS DU PC

Les objectifs stratégiques retenus dans le Programme de Consolidation (PC) sont le résultat du dialogue entre les deux parties et sont basés sur les expériences antérieures ainsi que sur les priorités définies par le gouvernement du Salvador et la coopération luxembourgeoise.

OBJECTIFS STRATEGIQUES

Objectif global: Contribuer à réduire la pauvreté et favoriser le développement durable.

Dans le cadre de la réduction de la pauvreté les objectifs spécifiques sont :

- **Objectif spécifique I :** Renforcer le développement socio-économique du Salvador, notamment dans les municipalités identifiées par le Programme d'Appui à Réseau Solidaire.
- **Objectif spécifique II :** Maximiser l'impact de l'aide par une meilleure coordination et harmonisation de l'aide et une utilisation plus efficace des fonds du programme.

Le développement durable s'entend tel que défini par les Nations Unies dans le rapport Brundtland. Il comporte notamment :

- **un pilier économique** qui vise des objectifs de croissance et d'efficacité économiques,
- **un pilier social** qui vise à satisfaire les besoins humains et à répondre à des objectifs d'équité et de cohésion sociale. Il englobe notamment les questions de santé, d'éducation, de logement, d'emploi et de culture.
- **un pilier environnemental** qui vise à préserver, améliorer et valoriser l'environnement et les ressources naturelles sur le long terme.

3. LES PRIORITES TERRITORIALE ET SECTORIELLES DU PC

La coopération entre le Luxembourg et le Salvador est guidée par la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et plus particulièrement par leur application dans le Programme Réseau Solidaire.

Dans ce contexte, et afin d'accompagner la stratégie territoriale de développement pour diminuer la pauvreté extrême au Salvador, le PC rend prioritaire à l'action de la coopération un ensemble de communes et se rapporte à un groupe spécifique de secteurs économiques et sociaux.

Les communes sélectionnées sont celles qui souffrent d'extrême pauvreté dans la région orientale.

5 secteurs prioritaires intègrent le PC, à savoir :

1. L'accès aux services de base : développement de l'infrastructure en matière d'eau potable et de distribution de l'électricité à la campagne.

En ce qui concerne l'eau et l'assainissement l'objectif est de réduire les maladies hydriques par l'accroissement en zone rurale de la distribution de l'eau potable et l'assainissement, en améliorant les services existants ou en créant de nouveaux services.

Quant à l'électrification rurale, il s'agit d'un élément complémentaire aux autres priorités, principalement pour assurer l'accès aux nouveaux systèmes d'eau potable et l'extension des services d'éducation et de santé.

2. Renforcement de l'Education et de la Santé

L'objectif est de favoriser l'accès à l'éducation et de l'améliorer dans une approche intégrée dans les zones de pauvreté extrême de la région orientale, afin d'améliorer la qualité de vie de la population.

Quant au secteur de la Santé, les actions visent à renforcer les services de santé par le développement de l'infrastructure et par l'équipement d'unités de santé ainsi que par le renforcement des capacités institutionnelles et locales pour la provision de ces services.

3. Appui aux efforts de production

Il s'agit d'un ensemble d'actions et de projets de production qui font partie d'un programme destiné à appuyer l'agriculture familiale dans les communes sélectionnées.

4. Renforcement des capacités institutionnelles et sociales locales

L'objectif est de renforcer le développement institutionnel local, ce qui permettra de garantir la durabilité des services et de favoriser le développement des personnes et des communautés dans les municipalités de pauvreté extrême.

5. Appui au renforcement des capacités nationales

Considérant que le présent programme adopte une approche de consolidation, qui cherche à renforcer les capacités nationales permettant au Salvador d'avancer en matière de développement, le Programme de Consolidation vise également à contribuer à la bonne gestion de la politique publique, la gouvernance, le renforcement institutionnel et la cohésion sociale dans la société salvadorienne.

En complément aux initiatives mentionnées ci-dessus, les partenaires reconnaissent l'importance du renforcement des ressources humaines salvadoriennes dans les secteurs où l'expérience luxembourgeoise pourra apporter une valeur stratégique à celle du pays, comme c'est le cas du secteur financier. Dans ce contexte, il faut souligner les excellents résultats obtenus jusqu'à présent dans les relations de coopération avec l'Agence de Transfert de Technologie Financière, ATTF.

La continuation de cette initiative ainsi que la contribution additionnelle que le Luxembourg pourra apporter à la formation de fonctionnaires et jeunes professionnels salvadoriens dans des institutions d'éducation supérieure luxembourgeoises seront une contribution d'importance au développement du Salvador.

4. LES THEMATIQUES TRANSVERSALES

Les deux parties conviennent d'intégrer les thématiques transversales suivantes dans les activités du Programme de Consolidation 2007-2010 :

◆ Bonne gouvernance, démocratie participative, décentralisation et citoyenneté

En partenariat avec leurs partenaires multilatéraux et la société civile, les deux parties s'engagent à promouvoir au cours de l'identification et de l'exécution de projets et programmes :

- l'information et la participation aux prises de décisions des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les minorités ethniques ;
- le processus de décentralisation, notamment à travers le renforcement des capacités locales et de la gouvernance locale ;
- la responsabilité des gouvernements locaux et du gouvernement central.

◆ Environnement

Les deux parties s'engagent à promouvoir un développement durable en prenant en compte les problèmes environnementaux. Cette orientation pourra se traduire notamment par :

- la promotion de technologies écologiques adaptées, en particulier des énergies alternatives et renouvelables (solaire, éolienne, biogaz) ;
- des mesures visant à la protection et à la restauration des écosystèmes ;
- l'étude de l'impact sur l'environnement de tous les projets du PC.

◆ Genre

Les deux parties prêteront une attention particulière à la dimension genre, en veillant à garantir la participation directe et effective des femmes à la conception et à la mise en œuvre des projets et programmes ainsi que la répartition équitable entre hommes et femmes de la valeur ajoutée (qu'elle soit économique ou sociale) produite par les projets et programmes.

5. CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Les relations de coopération entre le Luxembourg et le Salvador sont régies par les accords suivants:

- L'Accord général de Coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'El Salvador, signé le 10 avril 2002.
- Les Protocoles d'Accord relatifs à l'exécution des activités financées.
- Le PC en tant qu'instrument de pilotage et de suivi de la coopération à moyen terme.

Le PC concerne les activités bilatérales conçues et mises en œuvre par les gouvernements luxembourgeois et salvadorien. Il constitue également une référence pour les projets multilatéraux et ceux de la société civile. Il est élaboré, mis en œuvre et évalué conjointement par les gouvernements salvadorien et luxembourgeois à travers les entités gouvernementales et administratives chargées de la Coopération au Développement. Il s'agit plus particulièrement:

- Pour le Salvador, le Ministère des Affaires Etrangères, à travers la Direction Générale de la Coopération Externe et le Secrétariat Technique de la Présidence.
- Pour le Luxembourg, le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, à travers la Direction de la Coopération au Développement et son Bureau de la Coopération à Managua.

Ces entités chargées de la coordination et du suivi du PC s'appuient pour sa mise en œuvre sur les services administratifs et techniques compétents, ainsi que sur l'expertise des organisations internationales et non-gouvernementales oeuvrant pour le développement du Salvador.

6. LES MODES ET INSTRUMENTS DE MISE EN ŒUVRE DU PC

Les modes et instruments d'intervention

La coopération entre le Luxembourg et le Salvador revêt l'une des formes suivantes ou leur combinaison:

Coopération Bilatérale

La coopération bilatérale constitue la principale modalité d'intervention de ce PC et peut être financière et/ou technique.

Il s'agit de la collaboration directe entre la Coopération luxembourgeoise et les autorités salvadoriennes compétentes. Les activités bilatérales sont généralement exécutées par l'agence d'exécution Lux-Development S.A.

Coopération Multilatérale

Les deux parties reconnaissent la contribution importante de la coopération multilatérale dans les relations entre le Luxembourg et le Salvador ainsi que dans la lutte contre la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Dans le but d'harmoniser les actions à mener dans le cadre de la coopération entre les deux parties et de valoriser les opportunités de complémentarité avec les actions bilatérales, le PC inclura la réalisation de projets multilatéraux pour un montant indicatif équivalent à 10 % du budget total de ce PC.

Coopération Décentralisée

La coopération au niveau des municipalités et des initiatives locales est encouragée. Les deux parties conviennent d'appuyer le processus de décentralisation en cours au Salvador et de consolider le renforcement des pouvoirs locaux. Le Gouvernement du Salvador agira pour appuyer et encadrer les actions décentralisées.

Coopération avec les Organisations non-gouvernementales

Le Gouvernement luxembourgeois encourage les ONG luxembourgeoises et salvadoriennes à travailler au Salvador et poursuivra sa coopération avec les ONG déjà actives dans le pays. Il leur communiquera le présent PC et tiendra compte de celui-ci lors de l'instruction des projets et programmes qui lui sont soumis pour financement par ces ONG.

7. PROGRAMMATION ET SUIVI DU PC

7.1. La Programmation

La coopération entre le Luxembourg et le Salvador adopte une approche programmatique. Une telle approche tient compte des leçons tirées de la mise en œuvre du PIC antérieur, elle est pluriannuelle et de nature stratégique. Elle est également de nature à faciliter une démarche multisectorielle, intégrée et cohérente et prend en compte les aspects d'harmonisation et de coordination de l'aide.

Dans ce cadre, le PC vise également à promouvoir l'efficacité de l'aide en se référant plus particulièrement à la « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ».

7.2. Durée du PC

La durée du présent PC est de quatre ans et couvre la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2010.

7.3. Evaluation et suivi du PC

Le Ministère des Affaires Etrangères du Salvador, pour le Salvador et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration à travers la Direction de Coopération au Développement, du côté du Luxembourg, sont les organismes responsables du suivi du PC.

Le PC fera l'objet d'un examen annuel de bilan et de programmation qui pourra avoir lieu lors de la réunion de la Commission de Partenariat. Cet examen sera mené par le Ministère des Affaires Etrangères du Salvador et par la Direction de Coopération au Développement, en associant les divers intervenants et bénéficiaires impliqués dans le programme. En vue de cet examen, un rapport de synthèse sera élaboré par le Salvador. Si nécessaire, les deux parties conviendront de se rencontrer, à tout moment, pour faire le point sur la réalisation du PC et l'adoption des mesures qui s'imposent pour faciliter sa mise en oeuvre.

En outre, l'évaluation conjointe du PC se fera à deux moments:

- à mi-parcours, pour un bilan approfondi et l'adoption éventuelle de mesures de réorientation des actions du PC;
- à la fin de la période pour un bilan conjoint.

8. PLANIFICATION BUDGETAIRE ET FINANCIERE DU PIC

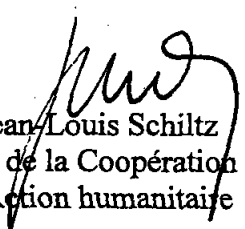
Le Gouvernement luxembourgeois est prêt à mettre à la disposition du présent PC une enveloppe financière globale d'un montant indicatif de 24 millions d'euro sur 4 années.

Ce budget permettra de financer toutes les actions prévues par le présent PC. Sans préjudice du rythme de réalisation de ces actions, il sera engagé et déboursé, sous forme de dons, de manière équilibrée, au cours des 4 années de durée du PC selon l'échéancier indicatif suivant : 6 millions d'euro en 2007, 6 millions d'euro en 2008, 6 millions d'euro en 2009 et 6 millions d'euro en 2010.

Le montant définitif alloué chaque année tiendra compte de la mise en œuvre du PC et de l'évolution de l'Aide Publique au Développement du Luxembourg.

Signé à Luxembourg, en quatre exemplaires faisant foi, deux exemplaires en langue française et deux exemplaires en langue espagnole, le 27 novembre 2006.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg


Jean-Louis Schiltz
Ministre de la Coopération et de
l'Action humanitaire

Pour le Gouvernement de
la République d'El Salvador


Eduardo Galix
Vice-Ministre des Affaires étrangères

**PROGRAMME D'APPUI AU RESEAU SOLIDAIRE 2007-2010
ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG ET LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR**

TABLE DE MATIÈRES

1. ANTÉCÉDENTS

2. CONTEXTE DU PAYS

3. LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT A METTRE EN ROUTE : « LE RÉSEAU SOLIDAIRE »

3.1 Objectif général et spécifique de la stratégie

3.2 La vision territoriale et de processus de la stratégie

3.3 Le Programme Réseau Solidaire

3.3.1 Objectif général

3.3.2 Objectifs spécifiques

3.3.3 Principes de base

3.3.4 Conception de la pauvreté dans le Programme Réseau Solidaire

3.3.5 Les axes d'intervention du Programme Réseau Solidaire

4. LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU PROGRAMME D'APPUI

4.1 L'intervention territoriale et sectorielle du Programme d'Appui

4.2 Les éléments du Programme d'Appui

4.2.1 Accès aux services de base : infrastructure d'eau potable et électrification rurale

4.2.2 Renforcement de l'offre en matière d'éducation et de santé

4.2.3 Appui aux efforts de production

4.2.4 Renforcement des capacités institutionnelles et sociales au niveau local

4.2.5 Appui à la qualité de l'environnement national

5. LES INTERVENTIONS DU PROGRAMME d'Appui

5.1 Les interventions du Programme d'Appui

5.2 Objectif général, bénéficiaires et portée des interventions

5.3 L'approche des interventions du Programme d'Appui

6. LIGNE DE BASE, SUIVI ET ÉVALUATION DES RÉSULTATS

6.1 La ligne de base

6.2 Système de Suivi et Évaluation (SSE)

6.2.1 Objectifs spécifiques du SSE

6.2.2 Éléments et Méthodologie du SSE

6.2.3 Indicateurs et Objectifs du SSE

6.2.4 Évaluation Externe de l'Impact

7. COORDINATION INSTITUTIONNELLE

8. ALLOCATION BUDGÉTAIRE

PROGRAMME D'APPUI AU PROGRAMME SOLIDAIRE 2007-2010 ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR

1. ANTÉCÉDENTS

Les relations de coopération entre les gouvernements du Grand Duché de Luxembourg et la République d'El Salvador ont été entamées il y a 13 ans (1993). Depuis l'année 2000, la coopération luxembourgeoise est concentrée sur l'accès de la population pauvre aux services de base, spécialement l'eau potable, la santé et l'éducation dans la région orientale du El Salvador.¹

Dans le but de disposer d'un cadre de référence qui oriente les relations de coopération entre le Luxembourg et El Salvador, les deux gouvernements se sont mis d'accord sur un Programme Indicatif de Coopération 2003-2006 (PIC 2003-2006), qui a été signé à Luxembourg le 29 octobre 2002.

Tel que fixé dans le PIC 2003-2006, les principaux objectifs des relations de coopération entre les gouvernements du Luxembourg et du El Salvador sont la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la démocratie au El Salvador.

Les résultats de la coopération luxembourgeoise au El Salvador ont été positifs, comme le révèlent les évaluations sectorielles des projets du PIC (2003-2006) et sa révision intermédiaire.² "Il n'y a pas de doute que le PIC et ses projets, dans la mesure où ils ont contribué à améliorer l'accès de la population salvadorienne aux services sociaux de base, ont joué un rôle significatif dans le combat contre la pauvreté au El Salvador... nous pouvons déduire avec rigueur que la coopération luxembourgeoise a suivi une direction positive dans le combat contre la pauvreté et a contribué à la diminution de cette dernière dans la Région Orientale du El Salvador."³

Forts de ces résultats positifs et en vue d'obtenir une coopération encore plus efficace et d'un plus grand impact, les gouvernements du Grand Duché de Luxembourg et du El Salvador considèrent qu'il est nécessaire de disposer d'un cadre stratégique de référence qui, mis à jour, oriente leurs relations de coopération pour les prochaines années (2007-2010).

Depuis la formulation du PIC (2002) jusqu'à ce jour, d'importants changements se sont produits justifiant un nouveau cadre stratégique de référence pour les futurs projets de coopération entre les

¹ Toutefois, les tremblements de terre (janvier et février 2001) ont conduit la coopération luxembourgeoise à exécuter un projet ponctuel de reconstruction (SDV/016), dans le but d'appuyer la construction de logements dans la commune de San Augustin (région orientale). La coopération a aussi mis en route un petit projet de gestion de déchets solides dans la commune Puerto El Triunfo.

² « Révision Intermédiaire du Programme Indicatif de Coopération 2003-2006 entre les gouvernements du Luxembourg et El Salvador : principales conclusions et recommandations ». San Salvador, 18 décembre 2004.

³ Ibid., p.5.

gouvernements du Luxembourg et du El Salvador. D'une part, des évolutions significatives se sont produites dans les principes directeurs de la coopération luxembourgeoise, lesquels ont été examinés avec le gouvernement salvadorien au cours de la 3^{ème} Commission de Partenariat (San Salvador, 17/11/05). Parmi les principales évolutions, il convient de mentionner les suivantes :

- Passer d'une vision de la coopération basée sur l'exécution de projets à une vision programmatique.
- Reconsidérer l'importance d'une vision territoriale et intégrale du développement dans la conception et mise en oeuvre des projets sectoriels.
- Miser sur le renforcement du capital institutionnel et social dans les territoires (ce qui implique l'appropriation institutionnelle et sociale de l'infrastructure construite avec la coopération luxembourgeoise, comme les écoles, les unités de santé, les réseaux d'eau et assainissement).
- Soutenir l'appareil institutionnel de l'Etat central, principalement dans ses processus de décentralisation et présence territoriale.
- Dans une perspective plus stratégique, la Coopération luxembourgeoise favorise la bonne gestion des affaires publiques, la bonne gouvernance et la cohésion sociale dans la société salvadorienne.
- S'ouvrir à de nouveaux territoires et nouveaux secteurs, dont le secteur productif.

D'autre part, d'importants changements ont eu lieu dans les politiques de développement mises en oeuvre au El Salvador, lesquelles sont en harmonie avec les priorités de la coopération luxembourgeoise. Les changements les plus significatifs sont les suivants : impulsion aux stratégies territoriales de développement, élaboration et mise en oeuvre de politiques sectorielles basées sur une vision territoriale, priorité accordée à la réduction de la pauvreté extrême et la focalisation territoriale de celle-ci, renforcement du capital social et institutionnel.

2. CONTEXTE DU PAYS

Pendant le premier quinquennat des années 90, El Salvador a présenté une dynamique importante de croissance économique et dans le même temps expérimenté une baisse de la pauvreté. Cependant, à partir de la seconde moitié de cette décennie, l'économie salvadorienne n'a plus eu que de faibles niveaux de croissance, tandis que le processus de réduction de la pauvreté s'est ralenti et a pratiquement stagné en ce début de 21^e siècle.

Ces années ont mis un fait en évidence: des environnements macroéconomiques stables et des taux élevés de croissance économique constituent des conditions nécessaires mais non suffisantes pour réduire la pauvreté et générer un processus de développement soutenu. Il s'ensuit que la lutte contre la pauvreté et la gestion de processus de développement ont besoin de bonnes et adéquates stratégies ainsi que de politiques socio-économiques où l'action opportune et appropriée de l'Etat joue un rôle fondamental.

Les stratégies et les politiques socio-économiques promues par l'Etat doivent articuler et combiner les réalités et les variables macro-économiques et macro-sociales avec les réalités micro-économiques et micro-sociales, relier et concilier les dynamiques nationales et les dynamiques territoriales régionales ou locales et aussi chercher à influencer les problèmes globaux, tout en focalisant et donnant priorité à ces derniers. En tout état de cause, l'expérience des années passées nous enseigne que les marchés ne contribuent pas par eux-mêmes au développement ni à la réduction de la pauvreté. Pour que cela arrive, les instruments du marché doivent s'accompagner de l'action coordonnée et stratégique de l'Etat.

Le gouvernement salvadorien actuel, conscient des approches mentionnées ci-dessus et en accord avec celles-ci, a considéré important de promouvoir des stratégies et des politiques socio-économiques renouvelées. Ces stratégies et politiques vont permettre d'orienter le pays sur le chemin de la croissance économique et du développement durable et de faire obstacle à la pauvreté d'une manière plus efficace, afin de parvenir à nouveau à faire diminuer cette dernière de manière significative. De cette façon, El Salvador progressera plus rapidement vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

C'est ainsi que le gouvernement salvadorien a mis en avant des politiques publiques qui favorisent la décentralisation de l'Etat, des stratégies et visions territoriales du développement, des politiques sectorielles et surtout une politique sociale d'attention à la pauvreté comportant la nécessité d'envisager celle-ci dans une optique territoriale et la priorité à la réduction de la pauvreté extrême.

Le Programme de Gouvernement qui concrétise le mieux les énoncés précédents est le Programme Présidentiel Réseau Solidaire. Un des principaux objectifs de ce programme est la lutte contre de la pauvreté extrême au El Salvador sous une approche territoriale de développement.

Il convient aussi de souligner que le Programme Réseau Solidaire est un des programmes gouvernementaux qui s'approche le plus des termes de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide au Développement, dont les principes sont l'appropriation et l'alignement de la coopération sur les stratégies nationales de développement, l'harmonisation des efforts de la coopération internationale et l'intervention de celle-ci sur la base de résultats et responsabilités mutuelles.⁴

3. LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT "LE RÉSEAU SOLIDAIRE"

Dans ce contexte, les gouvernements du Grand Duché du Luxembourg et de la République d'El Salvador ont convenu que les relations de coopération pour la période 2007-2010 seraient fondamentalement orientées de manière à soutenir le Programme Réseau Solidaire.

Le Programme d'Appui a donc principalement pour but de contribuer à la réalisation des objectifs du Programme Réseau Solidaire au déploiement de la stratégie de développement qui le sous-tend et au renforcement des conditions de l'environnement national qui y contribuent.

⁴ Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide au Développement. Appropriation, Harmonisation, Alignement, Résultats et Responsabilité mutuelle. Forum à haut niveau: "Renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement: harmonisations, actions communes, résultats", Paris, 28 février-2 mars 2005.

3.1 Objectif général et spécifique de la stratégie

L'objectif général du Programme d'Appui au « Réseau Solidaire » est de réduire la pauvreté extrême du pays par une stratégie territoriale de développement.

Cet objectif est en parfaite harmonie avec l'esprit et la lettre de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide au Développement et particulièrement avec les principes d'Appropriation et d'Alignement qui demandent aux pays récepteurs de la coopération d'élaborer, de s'approprier et de lancer leurs propres stratégies nationales de développement et aux pays donateurs de s'aligner sur les stratégies de développement, institutions et procédures mises en place par les pays récepteurs.⁵

En particulier, dans le cadre du Programme Réseau Solidaire, le Programme d'Appui cherche à appuyer une Stratégie Territoriale de Développement visant à améliorer les conditions de vie de la population résidant dans les communes de pauvreté extrême situées dans les départements de San Miguel et Usulután dans la région orientale du El Salvador. Les moyens mis en oeuvre amélioreront l'accès aux services de base (eau, assainissement, électricité, éducation et santé), appuieront l'agriculture familiale et renforceront les capacités locales et leur insertion dans les dynamiques socio-économiques régionales/nationales.

3.2 La vision territoriale et de processus

Les principes de la coopération luxembourgeoise et du gouvernement salvadorien qui se manifestent dans le Programme d'Appui au « Réseau Solidaire » ont pour base une vision territoriale de développement. Ce que l'on cherche à renforcer, c'est davantage des processus de développement territoriaux et localisés que des projets isolés.

Ce changement de vision par rapport au Programme Indicatif de Coopération (PIC 2003-2006) est en accord avec les changements que le gouvernement salvadorien actuel a réalisés dans sa politique socio-économique. Les programmes et stratégies de croissance et développement à perspective territoriale ont la préférence, tels: le Programme Réseau Solidaire, la Stratégie de Développement de la Zone du Nord et le Programme Présidentiel du Plan de la Nation.

Dans le Programme d'Appui au « Réseau Solidaire », l'intervention portera sur le développement des territoires ou des communes, en vue de réduire leurs taux de pauvreté extrême. Les interventions sectorielles (dans le domaine de la santé, éducation, agriculture, eau, etc.) sont considérées comme un moyen de contribuer aux processus de développement dans les territoires et non comme un fin en soi.

Une fois que le territoire ou la commune est devenu cible d'intervention, il revient aux dynamiques socio-économiques territoriales de diffuser et d'articuler les interventions sectorielles. Dans une vision intégrale, les projets sectoriels s'articulent entre eux en fonction des processus de développement que l'on veut obtenir dans les territoires.

En résumé, le Programme d'Appui au « Réseau Solidaire » portera plus sur le développement à générer au moyen de la mise en oeuvre de projets dans des territoires choisis, que sur l'exécution de projets sectoriels dans une commune déterminée.

⁵ Ibid., p. 4 et 5.

Il convient aussi de souligner que les processus territoriaux de développement ont besoin d'un bon environnement socio-économique et politique au niveau national. Aussi, la stratégie adoptée envisage d'améliorer la qualité de l'environnement national, en appuyant la formulation de politiques publiques, la gouvernance et la cohésion sociale dans la société salvadorienne.

3.3. Le Programme Réseau Solidaire⁶

3.3.1 Objectif général

Le Programme « Réseau Solidaire » s'inscrit dans la stratégie sociale du Gouvernement du El Salvador. C'est le premier programme social dont le but est de venir en aide aux familles extrêmement pauvres. Comment ? En stimulant l'accès à l'éducation, la santé et la nutrition de ces familles au moyen de transferts monétaires conditionnés; en garantissant la sécurité juridique; en assurant les services de base comme l'eau et l'assainissement, l'électrification et les chemins ruraux; en instruisant les communautés sur des projets de production et l'accès au micro crédit de manière à créer des revenus; en renforçant les capacités de développement des acteurs locaux.

3.3.2 Objectifs spécifiques

Il faut:

- améliorer la santé et la nutrition des familles rurales en insistant avant tout sur les soins préventifs maternels et infantiles
- améliorer l'éducation des enfants en âge scolaire - des moins de 15 ans – de la maternelle à la 6^e primaire, en zone rurale.
- renforcer l'équité entre les genres, entre les ethnies, entre les générations.
- renforcer les services de base dans le domaine de la santé, les programmes nutritionnels et l'éducation élémentaire.
- Améliorer l'infrastructure sociale (eau potable et assainissement) et l'infrastructure stratégique par des actions concertées entre les secteurs, de manière à assurer les services là où ils sont attendus.
- Contribuer à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois et donc de revenus en activant des projets de production.
- Renforcer les capacités institutionnelles et locales dans les processus de développement.

⁶ L'objectif général et les objectifs spécifiques, les principes, la conception de la pauvreté et les axes d'intervention ont été repris des documents officiels du Réseau Solidaire.

3.3.3 Principes de base

- Assurer des actions intégrées.
- Équité entre les territoires, les genres, les ethnies et les générations.
- Rapprocher l'offre de la demande.
- Focaliser les investissements sur les extrêmement pauvres.
- Transparence dans la sélection des bénéficiaires.
- Responsabilités partagées, respect des engagements et responsabilités.
- Contrôle et évaluation.

3.3.4 Conception de la pauvreté

Une famille peut être pauvre à cause d'un manque de revenus mais aussi à cause d'un manque d'aptitudes à subvenir aux besoins essentiels (éducation, santé, eau potable, assainissement et logement etc.) qui lui permettraient de sortir d'une situation de grande vulnérabilité, de marginalité et d'exclusion sociale.

3.3.5 les axes d'intervention

- Réseau Solidaire aux Familles

Il faut toucher les familles qui vivent dans des conditions de pauvreté extrême. Les actions prévoient pendant 3 ans des transferts monétaires conditionnés (bons) destinés à la mère chef de foyer, des engagements réciproques et des formations.

- Réseau de Services de base

Pour les familles qui vivent dans les communes les plus pauvres, il faut améliorer l'accès aux services de base comme l'eau et l'assainissement, la distribution de l'électricité, les chemins de campagne et renforcer les services de l'éducation et de la santé.

- Réseau de durabilité

Pour les familles rurales pauvres, il faut faire en sorte qu'elles puissent s'intégrer dans des activités productives de manière à augmenter les revenus et générer de l'actif.

De manière générale, la Stratégie de Développement du Réseau Solidaire repose sur la territorialité, l'intégralité et la durabilité; Ces caractéristiques sont en accord avec les principes de la coopération luxembourgeoise, avec les nécessités posées par l'environnement national et avec les politiques de développement impulsées par le gouvernement salvadorien.

La conception du Réseau Solidaire est *territoriale* par son objectif de réduction de la pauvreté qui repose sur le renforcement des dynamiques locales/territoriales de développement dans les communes. Sa conception est aussi *intégrale* en ce sens qu'il faut agir sur les éléments « clefs » qui engendrent la pauvreté, depuis le manque d'accès aux services de base jusqu'au manque d'emplois et de revenus. Cette caractéristique de la stratégie est aussi le facteur qui coordonne l'intervention des différents secteurs (eau potable, santé, éducation, électricité, capacités productrices et institutionnelles locales) et celle des différents processus (aides monétaires directes liées à des engagements et obligations déterminés, formation, assistance technique, organisation communautaire, coordination interinstitutionnelle). Enfin, le Réseau Solidaire veut des *actions durables*. Ses interventions dans l'immédiat et le court terme s'inscrivent dans des perspectives de développement à moyen et long terme et dans le renforcement des capacités sociales et institutionnelles au niveau local.

4. LES PRINCIPAUX ELEMENTS DU PROGRAMME D'APPUI AU RESEAU SOLIDAIRE

4.1 Intervention territoriale et sectorielle

Dans le but d'accompagner une stratégie territoriale de développement pour diminuer la pauvreté extrême au El Salvador, le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » rendra prioritaire à l'action de la coopération un ensemble de communes et se rapportera à un groupe spécifique de secteurs économiques et sociaux.

Les communes sélectionnées sont celles qui souffrent d'extrême pauvreté dans la région orientale. Deux raisons expliquent ce choix : d'abord, la coopération luxembourgeoise s'est concentrée dans cette région dans le passé ; ensuite, le Réseau Solidaire cible son intervention dans les communes du pays faisant face au défi de la pauvreté extrême.

D'autres critères de sélection sont la proximité géographique, l'expérience et la continuation de projets financés dans le cadre du PIC 2003-2006, les possibilités de coordination institutionnelle, la durabilité des activités proposées pour le développement, la qualité des projets et leur impact sur la commune, l'articulation avec les programmes régionaux et nationaux, les recommandations provenant de divers ministères.⁷

Sur la base de ces critères et sur un total de 27 communes en situation de pauvreté extrême, le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » se concentre sur 13 communes de la zone orientale, situées dans les départements de San Miguel et Usulután. Ces communes sont Sesori, Ciudad Barrios et San Jorge dans le département de San Miguel ; San Francisco Javier, Alegria, Tecapan, Concepcion Batres, Berlin, Ozatlán, Mercedes Umaña, Jucuarán, Santa Elena et San Agustin dans le département d'Usulután.

La liste ci-dessus comprend aussi bien des communes intégrées à la Stratégie de Développement de la Zone du Nord (SDZN) comme Ciudad Barrios et Sesori que des communes incluses précédemment dans le PIC 2003-2006 comme San Jorge et San Francisco Javier.

⁷ Le Ministère de l'Education (MINED) a proposé un total de 14 communes, le Ministère de la Santé (MSPAS) 14 communes, ANDA 15 communes, MINEC/Electrification rurale 9 communes et le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAG) 21 communes.

Bien qu'elle ne soit pas cataloguée comme une commune souffrant de pauvreté extrême élevée mais de pauvreté extrême sévère, San Augustín (Usulután) a été retenu dans le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » pour deux raisons. D'une part, grâce à la coopération luxembourgeoise, cette commune a réussi à avoir accès aux services de base (eau, assainissement, santé, logement) et à expérimenter un certain niveau d'organisation sociale et de coordination institutionnelle. Toutefois, il y a un risque que ces résultats s'effritent si la création d'emploi et de revenus dans la population et la stabilité des institutions locales ne sont pas soutenues. D'autre part, l'intervention proposée (production/emploi) est stratégique pour compléter le processus de développement dans lequel la commune est engagée.

Quant aux secteurs, le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » en intégrera 5 : eau/assainissement, santé, éducation, électrification rurale, agriculture familiale. Cette liste découle des actions passées de la coopération luxembourgeoise, qui a concentré ses efforts sur l'accès aux services de base, en particulier l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement. Ainsi, ce Programme poursuit les efforts entrepris sous le PIC 2003-2006, en reprenant une partie de l'expérience et des connaissances accumulées. Ces secteurs font aussi partie de ceux ciblés par les actions du Réseau Solidaire.

4.2 Les principaux axes du Programme d'Appui au « Réseau solidaire »

Le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » comporte 5 axes:

4.2.1 Accès aux services de base: infrastructure de l'eau potable et distribution de l'électricité à la campagne

En ce qui concerne l'eau et l'assainissement, le Réseau Solidaire entend « réduire les maladies de transmission hydrique par l'accroissement en zone rurale de la distribution de l'eau potable et l'assainissement, en améliorant les services existants ou en en créant de nouveaux ». Quant à l'électrification rurale, il s'agit « d'une stratégie énergétique développée au niveau national, qui tient à distribuer de manière équitable et efficace l'énergie électrique pour améliorer les conditions de vie de la population. » (Réseau Solidaire). Cet élément est complémentaire aux autres éléments, principalement pour assurer l'accès aux nouveaux systèmes d'eau potable et l'extension des services d'éducation et de santé. En effet, dans les zones rurales où on envisage d'installer des systèmes d'eau potable, des écoles ou des unités de santé, l'accès à l'énergie électrique sera indispensable pour assurer leur fonctionnement et développement.

4.2.2 Renforcement de l'Education et de la Santé

C'est sur l'Education Élémentaire que les efforts se portent. Il faut la rendre plus efficace. Bien qu'il soit prévu d'investir dans l'agrandissement de l'infrastructure éducative, on cherchera surtout à mettre en route des processus qui contribuent à l'efficacité de l'éducation. L'objectif « est de favoriser l'accès à l'éducation et de l'améliorer dans une perception complète, dans les zones de pauvreté extrême de la région orientale, afin de rendre la qualité de vie de la population meilleure. » (Réseau Solidaire). La stratégie éducative a comme *cadre de référence le Plan National de l'Education 2021*, mis en route sous la coordination du Ministère de l'Education (MINED) afin d'améliorer le système éducatif.

D'autre part, l'initiative des « Réseaux Scolaires Effectifs » – une composante éducative du Programme Présidentiel Réseau Solidaire- aura à son actif les actions de cet élément dans les communes rurales les plus pauvres. Regroupant des centres éducatifs situés dans un même zone géographique, les Réseaux scolaires Effectifs offrent l'opportunité aux jeunes et aux enfants d'achever l'éducation élémentaire. Les actions du programme visent à organiser des réseaux, assurer l'alimentation scolaire, créer des cercles d'alphabétisation et d'accélération de l'apprentissage, renforcer l'infrastructure éducative et livrer le matériel didactique aux professeurs et étudiants.

Quant au secteur de la Santé, les actions visent à faire accéder la population extrêmement pauvre aux soins de santé et à renforcer ces derniers dans les communes sélectionnées. L'objectif consiste à « renforcer les services de santé par une infrastructure et par l'équipement d'unités de santé ainsi que les capacités institutionnelles et locales pour la fourniture de ces services ». (Réseau Solidaire). *Cadre de référence: FOSALUD, Plan Stratégique 2005-2009 et Modèle de Fourniture de Services de Santé de Premier Niveau.*

4.2.3 Appui aux efforts de production

C'est un ensemble d'actions et de projets de production qui font partie d'un programme destiné à appuyer l'agriculture familiale dans les communes sélectionnées. Il entend « contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et créer des opportunités d'emploi et de revenus pour accroître le niveau de vie des familles rurales dans les communes de pauvreté extrême élevée de la région orientale ». (Réseau Solidaire). *Cadre de référence: Stratégie Rurale du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Programme National d'Appui à l'Agriculture Familiale dans les communes appuyées par le Réseau Solidaire.*

4.2.4 Renforcement des capacités institutionnelles et sociales locales

Le quatrième élément concerne les processus qui développent le capital local tant social qu'institutionnel et les processus qui renforcent et coordonnent les instances citoyennes et les institutions gouvernementales du Programme d'Appui. Les activités prévues sont les suivantes : assistance et formation au niveau local, appui au développement institutionnel, qualification des responsables locaux, coordination entre les institutions, renforcement de l'organisation et participation des citoyens, etc. « On espère ainsi arriver à fortifier le développement institutionnel local, ce qui permettra de soutenir les services et le développement des personnes et des communautés dans les communes de pauvreté extrême élevée ». (Réseau Solidaire).

Les efforts portent sur :

- les instances communautaires qui actuellement se chargent des projets sectoriels. Citons SIBASIS, ADESCOS, Réseaux Scolaires Effectifs, Assemblées de l'Eau ;
- les instances des citoyens qui existent déjà et qui sont articulées par le Réseau Solidaire. Citons les Comités municipaux, les ONG locales et régionales, les Organisations communautaires, les Associations productrices locales, etc.

Il convient de souligner les acteurs institutionnels de ce point 4 : les Unités de santé, les Hôpitaux Régionaux, les Ecoles, les Gouvernements locaux, les Associations de Communes, etc.

4.2.5 Appui à la qualité de l'environnement national

L'environnement socio-économique et politique est important pour la réalisation des objectifs de la stratégie territoriale de développement présentée dans ce document. Aussi, le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » a comme objectif de contribuer à la bonne gestion des affaires publiques, à la bonne gouvernance et à la cohésion sociale dans la société salvadorienne. Il entend renforcer le dialogue et l'entente sociopolitique au niveau national, ainsi qu'encourager l'échange de connaissances et d'expériences entre le Luxembourg et El Salvador qui favorisent la réalisation des objectifs de cet élément.

Cet élément sera articulé avec les autres efforts de coopération qui cherchent aussi à renforcer la qualité de l'environnement national, parmi lesquels il faut mentionner la coopération multilatérale (PNUD) et bilatérale (coopération espagnole AECI et la coopération des Etats-Unis, AID).

5. LES INTERVENTIONS DU PROGRAMME D'APPUI AU « RESEAU SOLIDAIRE »

5.1 Les interventions du Programme d'Appui au « Réseau solidaire »

Les 7 grandes interventions du Programme d'Appui au « Réseau solidaire » sont les suivantes :

- a) Accès à l'Eau Potable et Assainissement Rural de Base.
- b) Électrification Rurale.
- c) Extension et Amélioration de la Qualité de l'Éducation Élémentaire.
- d) Extension et Amélioration de la Qualité des Services de Santé Maternelle Infantile.
- e) Soutien à l'Agriculture Familiale.
- f) Renforcement du Tissu Social et Institutionnel Local.
- g) Appui à la Gestion des Politiques Publiques, à la Gouvernance et à la Cohésion Sociale.

5.2. Objectif général, bénéficiaires et portée des interventions.

L'objectif général est de baisser les niveaux de pauvreté extrême dans 13 communes des départements d'Usulután et de San Miguel. Ceux-ci ont une population de 171,000 personnes et 37,000 logements environ (estimation de 2005) qui pourront tirer profit de ces interventions. Cet objectif est en harmonie avec les objectifs du Programme Réseau Solidaire et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Dans ces communes, le taux moyen de pauvreté extrême est de 35% ; la scolarité moyenne dépasse à peine la moitié du cycle élémentaire (3.6); le revenu moyen par tête est de seulement US\$47.86 par mois ; 40% des logements n'ont pas accès à l'eau par canalisation et parmi ceux-ci 30% sont privés d'électricité ; 66% des logements en état de pauvreté extrême de la région orientale sont concentrés dans ces communes.

Par conséquent, les interventions du Programme d'Appui au « Réseau solidaire » devraient avoir un impact sensible sur la réduction de la pauvreté extrême dans la région orientale du pays.

5.3 L'approche des interventions du Programme d'Appui au « Réseau solidaire »

Le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » est considéré comme un ensemble organisé et cohérent d'interventions destinées à réduire la pauvreté extrême dans 13 communes par l'accès aux services de base, la création d'emploi/revenus, l'accroissement du capital social et institutionnel⁸ et l'amélioration de la qualité de l'environnement national.

En accord avec les principes de la coopération luxembourgeoise et la stratégie de développement du Réseau Solidaire, les interventions du Programme intègrent les consignes de territorialité, d'intégralité et de durabilité.

L'intervention pour l' « *Accès à l'Eau Potable et l'Assainissement de base du Secteur Rural* » (APSBR) s'appuie sur les dynamismes respectivement du territoire/Commune, de la municipalité/Communauté, des principaux acteurs sociaux et institutionnels. Selon le manuel opérationnel de l'APSBR, les acteurs que sont la Mairie, la Communauté, les Assemblées de l'Eau, les ONG, les Comités de développement local, les Ecoles, les Institutions gouvernementales, participent dans les différentes étapes de l'intervention, depuis l'évaluation des besoins de la population et des ressources en eau jusqu'à l'exécution, la mise en œuvre et l'entretien des ouvrages. «La modalité de travail consiste à incorporer la Communauté dans la construction, dans la mise en activité et l'utilisation des ensembles construits mais aussi dans la recherche de procédés qui les rendront financièrement durables.»⁹

L'intervention pour l' « *Accès à l'Eau Potable et l'Assainissement de base du Secteur Rural* » respecte le principe d'*intégralité* car elle tient compte des efforts du territoire en matière d'Education, de Santé et d'Environnement.

En ce qui concerne la *durabilité* de l'intervention, il est prévu d'atteindre un certain niveau de rentabilité ou de faire payer les utilisateurs du service de façon différenciée ; mais aussi et surtout on prévoit le renforcement des capacités organisatrices, administratives et cognitives locales qui vont assurer la mise en route et le maintien à long terme de l'intervention. La base sociale organisatrice du développement et poursuite de l'intervention repose essentiellement sur les Assemblées de l'Eau (instances de citoyens créées dans chacune des communes bénéficiaires).

L'intervention pour l' « *Électrification Rurale.* » La *territorialité* de l'intervention, ses actions et les travaux prioritaires sont fixés en se référant à la carte de « pauvreté » du Réseau Solidaire. Le Système d'Information Géographique d'Énergie Rurale (SIGER) joue aussi un rôle dans la détermination des lieux d'intervention.

⁸ Le renforcement du capital social et institutionnel ne s'applique pas au projet d' « Appui à la gestion des politiques publiques, la gouvernance et la cohésion sociale », dont le niveau d'intervention est national (et non territorial/local).

⁹ « Sous-élément Eau Potable et Assainissement de Base pour le Secteur Rural du Programme Réseau Solidaire. Manuel opératif de APSBR », Programme Réseau Solidaire, document de travail, San Salvador, Septembre 2005, p. 8.

Faisant partie d'un effort *intégral* de développement, les interventions pour l'Électrification Rurale forment un tout avec les autres interventions du Programme d'Appui : on ne saurait prétendre diminuer la pauvreté si les écoles, les unités de santé, les systèmes d'eau potable et assainissement, les initiatives de production n'ont pas accès à la distribution d'électricité.

A cause de la haute technicité de l'intervention et de ses actions, ce sont les opérateurs des entreprises de distribution d'énergie qui jouent le premier rôle dans la *durabilité* de cette dernière. Mais il faut souligner le rôle prioritaire assigné à la Communauté, dans la construction de systèmes isolés de génération d'énergie renouvelable, spécialement d'énergie solaire.

L'intervention pour l' « **Extension et Amélioration de la Qualité de l'Éducation Élémentaire** » bénéficie de l'expérience accumulée en *gestion territoriale*. Cette expérience provient en partie des projets mis en route dans le cadre du PIC 2003-2006. Faisant partie de la stratégie territoriale de développement du Programme « Réseau Solidaire » pour diminuer la pauvreté extrême, les lieux d'action sont fixés d'après la carte de pauvreté du Réseau Solidaire. La gestion territoriale de l'intervention et de ses actions suit aussi les orientations stratégiques du Plan National 2021 que coordonne le Ministère de l'Éducation où les écoles et les communautés sont les acteurs principaux et où sont renforcées les dynamiques (institutionnelles et sociales) locales.

La conception de l'intervention est *intégrale* parce qu'elle vise à augmenter le nombre des infrastructures éducatives mais aussi et surtout à améliorer la qualité de l'enseignement. Cette conception intégrale se dégage aussi du fait qu'elle s'intègre de façon prioritaire aux efforts du Réseau Solidaire dans son objectif de faire baisser la pauvreté extrême au moyen de l'accès à l'éducation maternelle et primaire. Ainsi l'intervention et ses actions s'appuient sur les dynamiques locales induites par le Programme Réseau Solidaire, en particulier les demandes croissantes d'inscription au niveau élémentaire dans les écoles grâce aux Transferts Monétaires Conditionnés (TMC), transferts qui se font suivant l'axe Réseau Solidaire aux Familles.

La *durabilité* de l'intervention s'inscrit dans la vision à long terme du Plan de l'Éducation 2021 et repose sur la relation École- Communauté. Dans cette relation, le centre scolaire est immergé dans les dynamiques locales, les participants sont les membres de la Communauté scolaire (élèves, enseignants, personnel administratif et de la direction de l'école), les parents et les résidents. Pères et mères de famille prennent part à l'administration des centres éducatifs, ils forment des instances légalement et formellement reconnues par le Ministère de l'Éducation. Celles-ci prennent les décisions et sont responsables de la gestion des ressources des centres éducatifs. Dans cette perspective, un élément fondamental est l'élan qui sera donné aux actions de l'intervention dans le cadre du Programme « Réseaux Scolaires Effectifs » que le Ministère de l'Éducation a mis en route, et des efforts que réalise ce ministère avec les ADESCOS.

L'intervention pour l' « **Extension et l'Amélioration de la Qualité des Services de Santé Maternelle et Infantile** » a déjà une certaine expérience en *gestion territoriale* accumulée dans le cadre du PIC 2003-2006. Suivant les principes du Programme Réseau Solidaire, les actions de l'intervention sont liées aux dynamiques territoriales, spécialement à celles qui font intervenir des agents locaux pour identifier les problèmes de santé communautaire et pour trouver des solutions à ces derniers. L'intervention est aussi associée aux efforts que réalise le Ministère de la Santé Publique et de l'Assistance depuis 2000, en vue de « rendre effective la décentralisation pour appuyer la fourniture et gestion des services de santé aux populations vulnérables » (MSPAS 2006).

Le concept d'*intégralité* est respecté parce que l'intervention entend améliorer les infrastructures de santé mais surtout l'attention et le service (meilleure offre, meilleure efficacité, meilleure qualité de service tant local que régional). L'intervention envisage aussi des actions de prévention ainsi que des initiatives de production liées à la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement. D'autre part, l'intervention est en rapport avec les dynamiques locales induites par le Programme Réseau Solidaire, en particulier les demandes croissantes d'attention pour les enfants de moins de 5 ans et pour les femmes enceintes, suivant l'axe Réseau Solidaire aux Familles et les Transferts Monétaires Conditionnés (TMC).

On estime que l'intervention est *durable* parce qu'elle concentre son effort sur le renforcement institutionnel et son approche de décentralisation, en organisant et en faisant fonctionner un réseau de services de santé, ainsi que par la formation technique et administrative. L'intervention entend aussi renforcer les capacités locales pour consolider le capital social de la communauté. Est mis en exergue le rôle que joueront les SIBASIS dans le projet. « Au niveau de la communauté, par des processus de mobilisation et de participation sociale, on entend sensibiliser les gouvernements municipaux, les secteurs et les communautés afin de créer des alliances intersectorielles, en vue d'améliorer la santé des familles pauvres (...) (on entend) développer des réseaux stratégiques pour mobiliser les capacités et les ressources comme appui à la formulation et exécution de projets en faveur de la santé et le développement humain intégral et ce, à partir d'une meilleure connaissance des bonnes pratiques de santé induites par le projet et les leçons apprises ». (MSPAS, 2006).

L'intervention pour l'« **Appui à l'Agriculture Familiale** » est calquée sur la stratégie *territoriale* de développement du Réseau Solidaire. Son but est de donner des emplois et de générer des revenus pour les familles extrêmement pauvres des territoires choisis. Les initiatives de production se basent sur les besoins identifiés par les acteurs locaux, sur des critères économiques et commerciaux et sur les dynamiques socio-institutionnelles du lieu.

Les actions d'appui à l'agriculture familiale se conçoivent comme *intégrées* aux actions qui tendent à réduire la pauvreté extrême en donnant accès aux services de base. L'*intégralité* de l'intervention se manifeste aussi par sa volonté de s'articuler avec d'autres dimensions de la production comme l'accès au micro crédit, ainsi qu'avec d'autres dimensions nécessaires à l'impulsion de processus de développement, comme la santé en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'amélioration des pratiques de culture et la conservation de l'environnement.

Les actions de l'intervention sont conçues pour développer des processus de production à long terme. La *durabilité* sera garantie par la rentabilité des initiatives de production et par le renforcement des capacités institutionnelles et sociales au niveau local. L'intervention envisage pour cela de former et d'organiser les producteurs et de les faire s'associer au niveau local, et aussi de les faire s'allier à d'autres acteurs tant à l'intérieur (mairie, organisations communautaires, etc.) qu'à l'extérieur du territoire (entrepreneurs, supermarchés, etc.).

L'intervention pour le « **Renforcement du Tissu Social et Institutionnel local** » envisage une série d'actions pour mettre en place dans les territoires du Programme d'Appui, des capacités administratives, organisatrices, cognitives, sociales et institutionnelles. De manière générale, l'intervention entend augmenter le capital socio institutionnel dans les territoires pour faciliter le développement des projets du Programme d'Appui.

Dans ce but, les actions de l'intervention visent à renforcer les efforts de formation du capital socio institutionnel déployés dans le cadre du Programme du Réseau Solidaire (comme les comités municipaux) et créer des espaces de coordination entre toutes les communes (Comité Inter-Municipal de Développement du Programme d'Appui).

Les interventions et actions territoriales du Programme d'Appui au « Réseau solidaire » ont besoin d'un environnement adéquat et favorable. Il s'ensuit qu'elles doivent être complétées par une intervention nationale pour l'« **Appui à la gestion des Politiques Publiques, la Gouvernance et la Cohésion Sociale** ». Des politiques publiques plus adéquates, une meilleure gouvernance et une meilleure cohésion sociale sont autant d'éléments qui contribuent à une atmosphère plus favorable au développement des interventions et actions du Programme d'Appui, et à de meilleurs résultats.

Aussi, les actions de cette intervention tendent à promouvoir le dialogue et la compréhension entre les différents acteurs et les preneurs de décision de la société salvadorienne sur les problématiques traitées par les autres interventions du Programme d'Appui au « Réseau solidaire ».

6. LIGNE DE BASE, SUIVI ET ÉVALUATION DES RÉSULTATS

Le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » disposera d'une ligne de base sur la situation sociale dans les 13 communes de pauvreté extrême, et d'un Système de Suivi et d'Évaluation qui permettra de connaître ses progrès et résultats, conformément à la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide au Développement.

6.1. La Ligne de Base

Les interventions du Programme Réseau Solidaire utilisent comme outil de focalisation géographique la Carte de Pauvreté.¹⁰ Celle-ci constitue le point départ ou Ligne de Base des communes. Sur la base de l'information incorporée dans la Carte de Pauvreté, le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs qui témoignent de la situation sociale des 13 communes en situation de pauvreté extrême (table 1).

Ces indicateurs qui peuvent être dénommés indicateurs d'impact en raison de leur influence marquée sur la pauvreté extrême,¹¹ se réfèrent à la scolarité moyenne, au pourcentage d'enfants de moins de 5 ans inscrits au Programme Réseau Solidaire et qui assistent au contrôle de croissance, revenu mensuel par tête, pourcentage de logements sans eau par canalisation et pourcentage de logements sans énergie électrique. Le tableau reprend aussi l'Indice Intégré de Marginalité Municipale (IIMM), qui cristallise l'ensemble des indicateurs relatifs aux dimensions revenus, éducation et accès aux services de base.

¹⁰ Réseau Solidaire, « Carte de la Pauvreté au El Salvador », San Salvador, 2005.

¹¹ Les indicateurs d'Impact « sont des indicateurs de résultats clefs ; ils résument le changement global dans le développement d'un secteur déterminé et peuvent représenter d'autres indicateurs. » Secrétariat Technique de la Présidence de la République, Réseau Solidaire, « Cadre Logique et Système de Contrôle et d'Évaluation du Réseau Solidaire », document de travail, San Salvador, 2006.

Le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » disposera aussi d'une Ligne de Base pour d'autres indicateurs considérés importants pour mesurer le progrès des indicateurs d'impact, par exemple les niveaux de participation des citoyens, la participation des femmes, les niveaux de coordination interinstitutionnelle, la sécurité juridique, la durabilité des efforts de production, etc. Ces indicateurs seront établis postérieurement, une fois que l'on disposera de la description finale de chacune des interventions qui intégreront le Programme d'Appui.

L'objectif du Programme d'Appui au « Réseau solidaire » est de produire un impact positif sur ces indicateurs, de façon à les faire progresser durant les quatre prochaines années vers des niveaux qui permettent aux communes de sortir de leur condition de pauvreté extrême. Pour contribuer à la réalisation et au suivi de cet objectif, le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » sera incorporé au Système de Contrôle et d'Évaluation du Programme Réseau Solidaire.

-

Table 1
Profil des 13 communes de la région orientale en état de pauvreté extrême

Département	Commune	Classification de Pauvreté	Population	Total de Logements	IIMM	Scolarité moyenne	% enfants de 5 ans inscrits y qui assistent au contrôle de croissance	Revenu par tête mensuel US\$	% Logements sans eau par canalisation	% Logements sans énergie électrique
San Miguel	SAN JORGE	Elevée	9,461	2,168	31.66	3.97	40.88	56.11	71.10	32.90
San Miguel	CIUDAD BARRIOS	Elevée	29,664	6,131	33.4	3.16	45.62	53.82	21.30	42.10
San Miguel	SESORI	Elevée	11,379	2,263	39.32	2.86	53.79	52.44	72.20	43.30
Jsulután	SANTA ELENA	Elevée	15,476	3,389	27.34	4.94	48.62	56.62	6.80	21.70
Jsulután	JUCUARAN	Elevée	12,846	3,047	30.81	3.71	48.25	47.08	26.70	22.80
Jsulután	MERCEDES UMAÑA	Elevée	13,866	2,933	31.54	3.58	47.72	44.20	31.50	17.80
Jsulután	OZATLAN	Elevée	12,140	2,709	32.94	4.47	40.92	52.42	64.40	28.10
Jsulután	BERLIN	Elevée	17,952	3,712	32.97	3.85	51.29	53.54	26.00	29.50
Jsulután	CONCEPCION BATRES	Elevée	13,086	2,931	33.15	3.57	48.92	44.37	64.90	20.80
Jsulután	TECAPAN	Elevée	11,475	2,593	33.94	3.1	43.28	41.48	23.10	35.60
Jsulután	ALEGRIA	Elevée	13,813	2,540	33.61	3.83	36.87	39.43	18.20	22.50
Jsulután	SAN FRANCISCO JAVIER	Elevée	6,058	1,439	40.13	3.29	43.79	32.88	35.70	50.60
Jsulután	SAN AGUSTÍN	Sévère	4,448	932	37.83	3.38	45.44	38.69	20.10	38.40
	Total		171,663	36,787						

6.2 Système de Suivi et d'Évaluation

Le Système de Suivi et d'Évaluation du Programme d'Appui au « Réseau solidaire » s'appuiera sur le Système de Suivi et d'Évaluation (SSE) du Programme Réseau Solidaire. Ce dernier dispose d'un ensemble structuré d'instruments, indicateurs et rapports, dont la fonction est de mesurer de façon continue les progrès, les résultats et l'impact du Réseau Solidaire. Cela permettra d'informer et d'alimenter les principaux acteurs engagés dans le Programme d'Appui, afin qu'ils puissent prendre des décisions opportunes, réaliser des actions correctives et formuler de nouvelles activités.

6.2.1. Les Objectifs spécifiques du SSE

Ces objectifs seront les suivants :

- Assurer le suivi des différentes actions et de leur résultats, mises en route par les différentes institutions engagées dans les interventions du Programme d'Appui au « Réseau solidaire ».
- Encourager la réalisation et la vérification des objectifs établis par le Programme d'Appui au « Réseau solidaire ».
- Produire une information opportune pour orienter le travail des institutions responsables des interventions et soutenir le travail de direction et coordination du Programme d'Appui au « Réseau solidaire », qu'assumera le Programme Réseau Solidaire.
- Veiller à l'accomplissement des principes et orientations concernant la transparence, la participation des citoyens et l'équité de genre dans la gestion des différents processus mis en route par le Programme d'Appui au « Réseau solidaire ».
- Développer la capacité autonome locale pour évaluer et assurer le suivi des actions et projets du Programme d'Appui au « Réseau solidaire ».

6.2.2 Contenu et Méthodologie du SSE

Les éléments et la méthodologie du SSE sont décrits dans le Cadre Logique élaboré par la Direction Exécutive du Programme Réseau Solidaire, du Secrétariat Technique de la Présidence de la République d'El Salvador, en coordination avec différents secteurs sociaux.¹² Ce Cadre Logique servira de base pour décrire et résumer ce que le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » en général et les projets en particulier entendent réaliser, ainsi que ses principaux risques. De plus, on établira dans la matrice du Cadre Logique comment les résultats et les produits attendus seront contrôlés et évalués.

Le noyau du SSE du Réseau Solidaire qui servira de base pour l'élaboration de la Matrice d'Indicateurs et Objectifs pour le Programme d'Appui au « Réseau solidaire », est formé d'un ensemble articulé d'indicateurs regroupés en 4 catégories :¹³

- a) Les **Indicateurs de résultats** mesurent les signaux observables et concrets du changement auquel on aspire. Ces indicateurs procurent un moyen aisé pour vérifier des résultats.
- b) Les **Indicateurs de produits** mesurent la quantité et la qualité des produits et le temps que prend leur réalisation; ils permettent d'assurer le suivi et l'évaluation périodique.
- c) Les **Indicateurs d'impact** mesurent les principaux résultats recherchés; ils résument les changements les plus importants dans le développement d'un secteur ou d'une zone; ils peuvent représenter un ensemble d'indicateurs.

¹² Secrétariat Technique de la Présidence de la République et Réseau Solidaire, Op. Cit.

¹³ Ibid., p. 11.

d) Les *Indicateurs de processus* mesurent la manière selon laquelle les processus se sont déroulés, la qualité des produits et si ceux-ci répondent aux principes et orientations institutionnels; ils déterminent dans quelle mesure les principes et orientations institutionnels ont été appliqués au processus d'élaboration du produit.

6.2.3 Matrice d'Indicateurs et d'Objectifs du SSE

La Matrice d'Indicateurs et Objectifs Généraux du Programme d'Appui au « Réseau solidaire » est présentée ci-dessous (table 2). Ces indicateurs et objectifs permettront d'assurer un meilleur suivi du développement des interventions et de leurs actions; ils renforceront l'intervention intégrale du Programme d'Appui, en vue de surmonter les conditions de pauvreté extrême dans lesquelles se trouvent les 13 communes qui bénéficient de l'appui de la coopération du Luxembourg.

Table 2

Matrice d'indicateurs : communes en état de pauvreté extrême

Objectifs	Indicateurs de résultats	Ligne Base*	Objectif	Source de l'information
		Année 2005	Année 2009	
ÉDUCATION				
Améliorer l'accès à l'éducation de la population rurale d'âge scolaire maternel et primaire.	Scolarité moyenne des enfants de 6 à 14 ans (indicateur en années).	3.60	4.00	EHPM
SANTÉ				
Diminuer la mortalité infantile des enfants de moins de 5 ans.	Enfants de moins de 5 ans inscrits et qui assistent au contrôle de croissance et développement.	44.51%	100%	EHPM
INFRASTRUCTURE DE BASE				
Étendre la couverture des services d'électrification rurale.	Population ayant accès à l'énergie électrique.	67.10%	100%	EHPM
Étendre la couverture des services d'eau potable et d'assainissement.	Population ayant accès à l'eau potable.	57.80%	86.7%	EHPM
	Population ayant accès au service sanitaire.	67.50%	86.7%	EHPM
DURABILITÉ				
Fournir des outils qui permettent la durabilité économique des logements, par des projets productifs, la formation professionnelle et le micro crédit.	Revenu mensuel para tête en US.\$ ou numéro de personnes formées.	\$46.87		EHPM
PARTICIPATION DES CITOYENS				
Renforcer les processus de participation des citoyens.	Les Comités Municipaux du Réseau Solidaire sont constitués et fonctionnent.	0	13	EHPM

Note : Les indicateurs correspondent aux 68 communes en situation de pauvreté extrême, selon la Carte de Pauvreté (FLACSO) et proviennent du Cadre Logique du Programme Réseau Solidaire.

Dans les grandes lignes et concernant l'objectif de réduire la pauvreté extrême dans les 13 communes sélectionnées, le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » - cherche à :

- a) Améliorer l'accès de la population rurale à l'éducation, en élevant la scolarité moyenne des enfants entre 6 et 14 ans, en faisant monter la moyenne actuelle de 3.6 à 4 degrés en 2010.
- b) Réduire la mortalité infantile, en augmentant le nombre d'enfants de moins de 5 ans inscrits au Programme Réseau Solidaire et qui assistent aux contrôles de croissance et développement. L'objectif est d'atteindre en 2010 une couverture de 100% de la population infantile de moins de 5 ans (en augmentant la moyenne actuellement faible de 44,4% de la population objectif).
- c) Obtenir en 2010 une couverture totale de la distribution d'électricité dans la zone rurale des 13 communes, en passant d'une moyenne de 67.3% de logements ayant actuellement accès à l'électricité à 100 % de logements dotés de ce service.
- d) Étendre la couverture d'accès au service d'eau potable de 57.8% à 86.7% et la couverture d'accès au service sanitaire de 67.5% à 86.7% des logements en 2010.
- e) Augmenter à 2.496 le nombre de personnes instruites sur des sujets relatifs à la production et 1.500 personnes en matière de commerce; avoir conseillé 2,489 personnes sur le thème de l'accès au Programme « Ton Crédit ».
- f) Renforcer le capital social et institutionnel des communes, en augmentant la participation des citoyens et en renforçant l'appareil institutionnel local. À cette fin, on cherche à former, mettre en marche et consolider les Comités Municipaux du Réseau Solidaire, ainsi que les espaces de coordination et planification interinstitutionnelle dans chaque commune.

6.2.4 Evaluation Externe de l'Impact

L'Évaluation Externe de l'Impact est un instrument du Réseau Solidaire qui permettra au Programme de déterminer son efficacité par rapport aux objectifs poursuivis. Le Programme Réseau Solidaire dispose déjà d'une ébauche conceptuelle de la stratégie d'évaluation. Celle-ci se compose de trois parties : relevé d'une ligne de base (2006), évaluation de moyen terme (IV trimestre 2008), évaluation finale (IV trimestre 2010). Les résultats de l'évaluation de l'ensemble du Programme témoigneront de la contribution que le Programme d'Appui au « Réseau solidaire » fera à ce dernier.

Les questions fondamentales relatives aux politiques et indicateurs de base qui répondent aux objectifs fixés dans cette évaluation, sont les suivantes:

- Quelle est la couverture des différentes interventions ?
- L'algorithme de focalisation, qui sera utilisé à partir de 2007, est-il adéquat ?
- Quels sont les impacts du Programme du Réseau Solidaire dans son ensemble ?
- Dans quelle mesure la qualité de l'offre des services affecte-t-elle les résultats du Programme Réseau Solidaire dans son ensemble ?

L'Évaluation Externe de l'Impact se fera sur la base de quelques indicateurs, parmi lesquels on mentionne les suivants :

- Augmentation de 4 pour cent du taux net d'assistance des enfants entre 7-12 ans.
- Diminution de 2 pour cent du taux de redoublement des enfants de première primaire.
- Augmentation de 7 pour cent de la couverture de vaccination complète pour les enfants de moins de 5 ans.
- Augmentation de 25 pour cent des accouchements assurés par du personnel qualifié.
- Diminution de 10 pour cent de la prévalence de la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans.
- Augmentation de 25 pour cent de la couverture d'inscription des enfants de moins d'un an au contrôle de croissance et développement.
- Augmentation de 25 pour cent de la couverture d'inscription prénatale.

Finalement, l'Évaluation Externe de l'Impact utilisera des critères minimaux pour définir l'échantillon. Parmi ces critères se trouvent les suivants :

- Révision des données administratives.
- Pour vérifier l'hypothèse d'impact, on prendra en considération des prémisses qui font apparaître des résultats statistiquement significatifs.
- La collecte des données sera effectuée au niveau familial et individuel (dans la famille). On établira une fiche au niveau du logement qui incorpore, entre autres, les modules de consommation, d'éducation et d'anthropométrie. Une autre fiche recueillera au niveau du canton des données sur la qualité des services de santé et nutrition, éducation, eau et assainissement de base, etc.

7. COORDINATION INSTITUTIONNELLE

La Coordination Générale du Programme d'Appui au « Réseau solidaire » sera prise en charge par le Secrétariat Technique de la Présidence, sous le Programme Réseau Solidaire qui sera en consultation permanente et directe avec le Bureau de la coopération du Grand Duché de Luxembourg à Managua.

C'est l'Agence de Coopération luxembourgeoise (Lux-Development) qui assumera l'exécution des interventions et des actions territoriales du Programme d'Appui- avec ses correspondants respectifs nationaux. Cependant, l'intervention nationale pour l' "*Appui à la Gestion des Politiques Publiques, la Gouvernance et la Cohésion Sociale*" sera directement exécutée par le Secrétariat Technique de la Présidence.

On distingue 4 niveaux de direction et de coordination dans le Programme d'Appui au « Réseau solidaire »:

1. Le *Comité de Direction et Suivi du Programme d'Appui au « Réseau solidaire »* est une instance de coordination et de direction générale. Ses membres représentent le Réseau Solidaire, le Ministère des Affaires étrangères du Grand Duché de Luxembourg, le Ministère des Relations Extérieures de la République du El Salvador et l'Agence de Coopération luxembourgeoise (Lux-Development). Réseau Solidaire coordonnera le Comité. Ce dernier assumera la coordination, le suivi et la direction générale du Programme d'Appui et veillera à ce que ses objectifs s'accomplissent de façon adéquate. Le Comité se réunira tous les 3 mois.

2. Le *Comité Interinstitutionnel du Programme d'Appui au « Réseau solidaire »* dont le caractère est institutionnel. Les institutions gouvernementales engagées dans le Programme (FISDL, ANDA, Ministère de la Santé, Ministère de l'Éducation, Ministère de l'Économie, Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Banque Multisectorielle d'Investissements et Réseau Solidaire) prendront part à ce Comité et Réseau Solidaire le coordonnera. Les directeurs de projet nommés par Lux-Développement et leurs correspondants nationaux dans chaque Ministère ou instance gouvernementale, feront partie du Comité. Ce dernier assumera la coordination opérationnelle et intégrée des interventions et veillera à ce que les interventions et objectifs du programme se réalisent de manière appropriée. Il se réunira chaque mois.

3. L' *Espace Inter-Municipal de Développement du Programme d'Appui au « Réseau solidaire »* a un caractère territorial. Cet espace sera intégré par les trois principales instances du Programme d'Appui dans chaque commune : les Comités Municipaux du Réseau Solidaire, les institutions du gouvernement central et les gouvernements locaux. L'Espace Inter-Municipal incorporera un représentant de chaque instance dans les 13 communes. Se réunissant au moins une fois chaque trimestre, il veillera au bon développement et à la coordination des interventions et des actions du programme au niveau inter-municipal. Il est considéré comme un espace d'information, de rétro-alimentation et de coordination d'efforts entre les différentes communes qui exécutent les interventions du Programme d'Appui.

4. Le *Comité Municipal de Développement du Programme d'Appui au « Réseau solidaire »* fonctionnera au niveau local municipal. Intégrant des représentants du gouvernement central, du gouvernement local et du Comité Municipal du Réseau Solidaire, ce Comité se réunira au moins une fois par mois. Ses fonctions principales consisteront à coordonner et superviser les interventions et actions du programme exécutées dans la commune et veiller à ce que ces dernières soient développées sur la base des objectifs et principes établis par le Programme d'Appui au « Réseau solidaire ».

8. ALLOCATION BUDGÉTAIRE

Les ressources provenant du Programme d'Appui au « Réseau solidaire » entre les Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et de la République d'El Salvador, seront allouées de la façon suivante :

ÉLEMENTS	INSTITUTIONS	% TOTAL
1. Accès aux Services de base		
1.1 Eau et Assainissement de Base Rural	ANDA/FISDL	24%
1.2 Électrification rural	MINEC/FISDL	8%
2. Renforcement de L'Éducation et de la Santé		
2.1 Efficacité de l'Éducation élémentaire	MINED	28%
2.2 Renforcement des services essentiels de la Santé	MSPAS	16%
3. Projets de Production	MAG	15%
4. Renforcement des Capacités locales	STP / FISDL	5%
5. Projet d'Appui aux politiques publiques, la bonne gouvernance et la cohésion sociale	STP/FISDL	4%
TOTAL		100%

La politique luxembourgeoise de coopération au développement.

La coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté, notamment dans les pays les moins avancés. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux - avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Ces actions s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre - d'ici 2015 - des objectifs de développement pour le millénaire. Ainsi les principaux secteurs d'intervention de la coopération relèvent du domaine social : la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles et le développement rural intégré. Les initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées et appuyées, que ce soit au niveau conceptuel ou au niveau opérationnel.

D'un point de vue géographique, la coopération luxembourgeoise poursuit, par souci d'efficacité et d'impact, une politique d'intervention ciblée dans un nombre restreint de pays partenaires privilégiés. Deux des dix pays cible de la coopération luxembourgeoise se situent en Amérique centrale. La coopération avec ces pays se distingue par un sens aigu du partenariat avec les autorités et les collectivités. Cet esprit de partenariat, complété par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point de programmes pluriannuels de coopération, les PIC (programmes indicatifs de coopération).

En termes d'aide publique au développement (APD), la coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des cinq pays industrialisés qui consacrent plus de 0,7 pour cent de leur revenu national brut à la coopération au développement. En 2006, l'APD se chiffrera à 230 millions d'euros et devrait représenter plus de 0,86 pour cent du RNB. Comme par le passé cette APD sera mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de l'assistance technique et de la coopération avec les ONG de développement.

En parallèle, la coopération luxembourgeoise est activement impliquée dans la discussion et la définition de nouveaux standards d'harmonisation et de qualité de l'aide internationale au développement. Elle a fait siennes les conclusions de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle adoptée en mars 2005.

La coopération luxembourgeoise comprend par ailleurs un important volet d'assistance humanitaire qui se comprend dans le cadre plus large de la gestion civile des crises et peut être déployée à ce titre en cas de catastrophes naturelles, de même que dans des situations post-conflits, à partir de l'arrêt des violences armées jusqu'à la reprise des activités de coopération au développement.

La politique du Luxembourg en matière de coopération au développement et d'assistance humanitaire se caractérise depuis plus de quinze ans par un effort constant et progressif, tant en quantité qu'en qualité, au bénéfice des populations les plus démunies. Elle est l'expression d'une solidarité internationale affirmée et confirmée et constitue en tant que telle un important vecteur de l'action extérieure du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

PROGRAMA DE CONSOLIDACIÓN

ENTRE

EL GOBIERNO DEL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO

Y

EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE EL SALVADOR

2007-2010

**PROGRAMA DE CONSOLIDACIÓN (PC)
ENTRE EL GOBIERNO DEL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO
Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE EL SALVADOR 2007-2010**

INDICE

I	INTRODUCCION	3
II	OBJETIVOS DEL PC	4
III	LAS PRIORIDADES TERRITORIALES Y SECTORIALES DEL PC	4
IV	LOS TEMAS TRANSVERSALES	6
V	MARCO JURIDICO E INSTITUCIONAL	7
VI	LAS MODALIDADES E INSTRUMENTOS DE INTERVENCION DEL PC	7
VII	PROGRAMACION Y SEGUIMIENTO DEL PC	8
VIII	PLANIFICACION PRESUPUESTARIA Y FINANCIERA DEL PC	9
IX	ANEXOS	

Programa de apoyo a Red Solidaria

La política de la cooperación al desarrollo de Luxemburgo

I INTRODUCCION

Las relaciones de cooperación entre los gobiernos del Gran Ducado de Luxemburgo y la República de El Salvador se iniciaron hace 13 años (1993). Desde el año 2000, la cooperación luxemburguesa se viene focalizando en la región Oriental de El Salvador, así como en la problemática del acceso de la población pobre a servicios básicos, en especial al agua potable, la salud y la educación.

Con el objeto de contar con un marco de referencia que orientase las relaciones de cooperación entre Luxemburgo y El Salvador, ambos gobiernos decidieron establecer el Programa Indicativo de Cooperación 2003-2006 (PIC 2003-2006), el cual fue acordado y firmado en Luxemburgo el 29 de octubre del 2002.

Con la firma del PIC, las dos partes acordaron orientar su cooperación en el contexto de un marco programático que permitiera una evolución gradual hacia un Plan plurianual y multi- sectorial, de un carácter más estratégico, integrado y coherente.

En el PIC 2003-2006, el principal objetivo de las relaciones de cooperación entre los gobiernos de Luxemburgo y El Salvador, es el combate efectivo a la pobreza y el fortalecimiento de la democracia en El Salvador.

El presente documento da continuidad a este esfuerzo y refuerza este objetivo al apoyar los esfuerzos del Gobierno de El Salvador en el tema de la reducción de la pobreza y la promoción del desarrollo sostenible.

Los objetivos del presente Programa de Consolidación 2007-2010 (PC) se insertan en el contexto de las prioridades del programa salvadoreño de lucha contra la pobreza "Red Solidaria", así como también en los compromisos derivados de las Metas del Milenio para el Desarrollo 2015 y en los objetivos de la política luxemburguesa de cooperación para el desarrollo.

El PC se regirá por el Acuerdo General de Cooperación firmado entre los dos países el 10 de Abril del 2002.

A su vez, este programa fortalece la búsqueda de la eficiencia y de la eficacia de la cooperación al desarrollo al tener como referente la "Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda". En este mismo espíritu la parte luxemburguesa se adhiere al "Plan de acción para una coordinación y armonización más estrecha" que ha sido adoptado por la Comisión Europea y los Estados Miembros.

Tomando en cuenta por una parte, el positivo impacto y los logros significativos de la cooperación luxemburguesa en El Salvador y por otra, el nivel que reflejan los indicadores de desarrollo del país, el presente programa de cooperación 2007-2010, llamado Programa de Consolidación, prepara en el mediano plazo la conclusión exitosa de la cooperación luxemburguesa en El Salvador, asegurando la apropiación y continuidad de estos proyectos por parte de los actores y autoridades, locales y nacionales, involucrados en este esfuerzo.

II OBJETIVOS DEL PIC

Los objetivos estratégicos contenidos en el Programa de Consolidación (PC) 2007-2010 son el resultado del diálogo entre las dos partes, se basan en las experiencias anteriores de la cooperación, así como en las prioridades definidas por ambos gobiernos.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS

Objetivo global: Contribuir a la reducción la pobreza y promover el desarrollo sostenible.

En el marco de la reducción de la pobreza los objetivos específicos son:

- **Objetivo específico I:**

Reforzar el desarrollo socio-económico de El Salvador, particularmente en las municipalidades identificadas por el Programa de Apoyo a Red Solidaria.

- **Objetivo específico II:**

Maximizar el impacto de la cooperación por medio de una mejor coordinación y armonización de la ayuda, que permita una mayor eficacia e impacto de los fondos con los que se dotara al presente programa.

El desarrollo sostenible se entiende en la forma definida por las Naciones Unidas en el informe Brundtland. El concepto comprende principalmente:

- a) Un pilar económico dirigido a los objetivos del crecimiento y de la eficiencia económica.
- b) Un pilar social que busca satisfacer las necesidades humanas y responder a los objetivos de equidad y cohesión social. Comprende principalmente los temas de salud, educación, vivienda, empleo y de la cultura.
- c) Un pilar ambiental que busca preservar, mejorar y valorizar el medio ambiente y los recursos naturales en el largo plazo.

III LAS PRIORIDADES TERRITORIALES Y SECTORIALES DEL PC

La cooperación entre Luxemburgo y El Salvador se orientará hacia la concreción de las Metas del Milenio para el Desarrollo (OMD) y, en su aplicación, por las iniciativas y actividades definidas en el Programa Red Solidaria.

En este contexto, y a fin de favorecer el impacto de esta estrategia de desarrollo territorial que busca reducir la pobreza extrema en El Salvador, el PC da prioridad a la concentración de la cooperación en un conjunto de municipalidades y sectores económicos y sociales definidos.

Las municipalidades beneficiarias estarán ubicadas en la región oriental del país y son calificadas como de pobreza extrema.

Serán cinco los sectores prioritarios los cuales integrarán el PC:

1. El acceso a servicios básicos: el desarrollo de la infraestructura de agua potable y electrificación rural.

En cuanto al sub-componente agua y saneamiento el objetivo es disminuir las enfermedades de transmisión hídrica por medio del incremento de la cobertura rural de los servicios de agua potable y del saneamiento básico, mediante el mejoramiento de los servicios existentes o la construcción de nuevos.

Con respecto a la Electrificación Rural, se trata en general de un elemento complementario a los otros sub-componentes, especialmente pensado para el aseguramiento del acceso al suministro eléctrico a los nuevos sistema de agua potable por realizarse, así como también a las infraestructuras de servicios educativos y de salud.

2. Fortalecimiento de la oferta de Educación y Salud.

El objetivo es fomentar el acceso y contribuir a mejorar la educación con un enfoque integral en las zonas de extrema pobreza de la región oriental de El Salvador, para que la población mejore su calidad de vida.

En lo que respecta al sector salud, las acciones tienden a fortalecer los servicios de salud a través de la infraestructura y equipamiento de unidades de salud y las capacidades institucionales y locales para la provisión de estos servicios.

3. Apoyo a los esfuerzos productivos.

Se trata de un conjunto de acciones y proyectos productivos englobados en un programa destinado a apoyar la agricultura familiar en los municipios seleccionados.

4. Fortalecimiento de las capacidades institucionales y sociales.

El objetivo consiste en contribuir al desarrollo institucional local que permita asegurar la sostenibilidad de los servicios y el desarrollo de las personas y comunidades en los municipios de pobreza extrema alta.

5. Apoyo al fortalecimiento del entorno nacional

Dado que el presente programa retoma un enfoque de consolidación, el cual busca fortalecer las capacidades nacionales que permitan a El Salvador avanzar por su medio en la ruta hacia el desarrollo, el PC contempla también contribuir a la buena gestión de la política pública, la gobernabilidad, el fortalecimiento institucional y la cohesión social dentro de la sociedad.

En adición a las iniciativas que podrán incluirse dentro de este sector prioritario, las partes reconocen la importancia del fortalecimiento del recurso humano salvadoreño en aquellas áreas en las cuales la experiencia luxemburguesa pueda aportar valor estratégico al país, como lo puede ser el área financiera. En este rubro se destacan los excelentes resultados obtenidos a la fecha en la relación de cooperación con la Agence de Transfert de Technologie Financière, ATTF.

La continuación de esta iniciativa así como la contribución adicional que el gobierno de Luxemburgo pueda aportar a la formación y capacitación de funcionarios y jóvenes profesionales salvadoreños en instituciones de educación superior luxemburguesas, serán una invaluable contribución a las apuestas salvadoreñas de desarrollo.

IV LOS TEMAS TRANSVERSALES

Las dos partes acuerdan integrar en los proyectos del Programa de Consolidación 2007-2010 los temas transversales siguientes:

▪ **Gobernabilidad, democracia participativa, descentralización y ciudadanía.**

En asociación con los organismos multilaterales y la sociedad civil, las dos partes se comprometen a promover en el curso de la identificación y ejecución de los proyectos y programas:

- La información y participación en la toma de decisiones de los grupos más vulnerables, particularmente de las mujeres y las minorías étnicas.
- El proceso de descentralización, particularmente a través del reforzamiento de las capacidades locales y de los gobiernos municipales.
- La rendición de cuenta tanto de los gobiernos locales como del gobierno central.

▪ **Medio Ambiente**

Las dos partes se comprometen a promover el desarrollo sostenible, tomando en cuenta los problemas del medio ambiente. Esta orientación significará particularmente:

- La promoción de tecnologías adaptadas a la ecología, en particular el uso de energías alternativas renovables (solar, eólica, biogás).
- Medidas encaminadas a la protección y restauración de los ecosistemas.
- Estudios del impacto en el medio ambiente de todos los proyectos del PC.

▪ **Género**

Las dos partes prestarán una atención particular a la dimensión de "género" y velarán para garantizar la participación directa y efectiva de las mujeres en la formulación y ejecución de los proyectos y programas, así como la distribución equitativa entre hombres y mujeres del valor agregado (ya sea éste económico o social) generado por los proyectos y programas.

V MARCO JURIDICO E INSTITUCIONAL

Las relaciones de cooperación entre Luxemburgo y El Salvador se rigen por los acuerdos siguientes:

- El Acuerdo General de Cooperación entre el Gran Ducado de Luxemburgo y la República de El Salvador firmado el 10 de Abril del 2002.
- Los Protocolos de Acuerdos relativos a la ejecución de los proyectos financiados.
- El PC en tanto instrumento de pilotaje y seguimiento de la cooperación a mediano plazo.

El PC se aplica a las actividades bilaterales concebidas y ejecutadas por los gobiernos de Luxemburgo y El Salvador. Así mismo, el PC constituye una referencia para los proyectos multilaterales y de la sociedad civil. El PC es elaborado, ejecutado y evaluado conjuntamente por los gobiernos de Luxemburgo y El Salvador por medio de las entidades gubernamentales y administrativas encargadas de la Cooperación al Desarrollo. Siendo estas:

- Por El Salvador, el Ministerio de Relaciones Exteriores a través de la Dirección General de Cooperación Externa, y la Secretaría Técnica de la Presidencia.
- Por Luxemburgo, el Ministerio de Relaciones Exteriores y de la Inmigración a través de la Dirección de Cooperación al Desarrollo y de su Oficina de Cooperación en Managua.

Estas entidades son las responsables de la coordinación y seguimiento del PC y se apoyan para su ejecución, en los servicios administrativos y técnicos competentes, así como en la experiencia y el conocimiento de las organizaciones internacionales y no-gubernamentales trabajando para el desarrollo de El Salvador.

VI LAS MODALIDADES E INSTRUMENTOS DE INTERVENCION DEL PC

La cooperación entre Luxemburgo y El Salvador adoptará una de las formas siguientes o su combinación:

▪ Cooperación Bilateral

La cooperación bilateral constituye la principal modalidad de intervención del PC y puede ser financiera y/o técnica.

Se trata de la colaboración directa entre la Cooperación luxemburguesa y las autoridades salvadoreñas competentes. Los proyectos bilaterales son generalmente ejecutados por la agencia de ejecución Lux-Development S.A.

▪ **Cooperación Multilateral**

Las dos partes reconocen la importante contribución de la cooperación multilateral en las relaciones entre Luxemburgo y El Salvador, así como en la lucha contra la pobreza y la realización de los Objetivos del Milenio para el Desarrollo. Con el propósito de armonizar las acciones a ejecutar dentro del marco de la cooperación entre las dos partes y de valorizar las oportunidades de complementariedad con las acciones bilaterales, el PC incluirá la realización de proyectos multilaterales para un monto indicativo equivalente al 10% del presupuesto global de este PC.

▪ **Cooperación descentralizada**

La cooperación al nivel de las municipalidades y de las iniciativas locales será promovida. Las dos partes acuerdan apoyar el proceso de descentralización en El Salvador y de consolidar el reforzamiento de los gobiernos locales. El Gobierno de El Salvador actuará en el sentido de apoyar y enmarcar las acciones descentralizadas.

▪ **Cooperación con las Organizaciones no gubernamentales**

El Gobierno de Luxemburgo estimula a las ONG luxemburguesas y salvadoreñas a trabajar en El Salvador y continuará su cooperación con las ONG ya activas en el país. Les comunicará el presente PC y tendrá éste en cuenta al momento de analizar las solicitudes de financiamiento de programas y proyectos presentadas por estas ONG.

VII PROGRAMACION Y SEGUIMIENTO DEL PC

▪ **La Programación**

La cooperación entre Luxemburgo y El Salvador cuenta ya con un enfoque programático. Tal enfoque toma en cuenta las lecciones aprendidas de la ejecución del PIC anterior, será plurianual y de carácter estratégico. Igualmente facilitará las iniciativas de carácter multisectorial, integrado y coherente, y tendrá en cuenta los aspectos de armonización y coordinación de la ayuda.

En este contexto, el PC buscará igualmente promover la eficiencia y eficacia de la ayuda, refiriéndose particularmente a la « Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda ».

▪ **Duración del PIC**

La duración del presente PIC es de cuatro años y cubre el período entre el 1 de Enero del 2007 al 31 de Diciembre del 2010.

▪ **Evaluación y seguimiento del PIC**

El Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador, por El Salvador y el Ministerio de Asuntos Exteriores y de la Inmigración a través de la Dirección de Cooperación al Desarrollo, por Luxemburgo, son los organismos responsables del seguimiento del PC.

El PC será objeto de un examen anual de balance y de programación que podrá tener lugar al momento de la reunión de la Comisión de Países Asociados. Este examen será realizado por el Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador y por la Dirección de Cooperación al Desarrollo del Ministerio de Asuntos Exteriores y de la Inmigración de Luxemburgo, con la participación de los diversos beneficiarios y entidades involucradas en el programa.

En visto de este examen un informe será elaborado por El Salvador. En caso de necesidad, las dos partes convienen de reunirse, en cualquier momento, para evaluar el cumplimiento del PC y adoptar las medidas necesarias para facilitar su ejecución.

Además, la evaluación conjunta del PC se hará en dos momentos:

- Un balance a profundidad a mitad del período y la adopción eventual de medidas de reorientación de las acciones del PC.
- Un balance conjunto al final del período.

VIII PLANIFICACION PRESUPUESTARIA Y FINANCIERA DEL PC

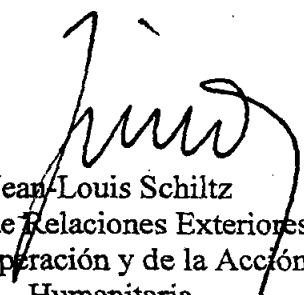
El Gobierno de Luxemburgo está dispuesto a poner a la disposición del presente PC una cartera financiera global de un monto indicativo de 24 millones de euro en el curso de los 4 años.

Este presupuesto permitirá financiar todas las acciones previstas en el presente PC. La ayuda será aprobada y desembolsada, como donación, de manera equilibrada, en el transcurso de los 4 años de duración del PIC según el siguiente registro de vencimientos indicativo: 6 millones de euro en 2007, 6 millones de euro en 2008, 6 millones de euro en 2009, 6 millones de euro en 2010.

El monto definitivo asignado cada año tendrá en cuenta la ejecución del PC y la evolución de la Ayuda Pública al Desarrollo de Luxemburgo.

Firmado a Luxemburgo, en cuatro tantos de igual validez, dos en idioma francés y dos en idioma español, a los 27 días del mes de noviembre del 2006.

Por el Gobierno del
Gran Ducado de Luxemburgo


Jean-Louis Schiltz
Ministro de Relaciones Exteriores, de
la Cooperación y de la Acción
Humanitaria

Por el Gobierno de
la República de El Salvador


Eduardo Calix
Vice-Ministro de Asuntos Exteriores

**PROGRAMA DE APOYO A RED SOLIDARIA 2007-2010 ENTRE LOS
GOBIERNOS DEL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO Y LA REPÚBLICA
DE EL SALVADOR**

TABLA DE MATERIAS

1. ANTECEDENTES

2. CONTEXTO DE PAÍS

3. LA ESTRATEGIA DE DESARROLLO A IMPULSAR: LA APUESTA POR LA RED SOLIDARIA

- 3.1. Objetivo general y específico de la estrategia a impulsar.
- 3.2. El enfoque territorial y de proceso de la estrategia a impulsar.
- 3.3. El Programa Red Solidaria
 - 3.3.1. *Objetivo General*
 - 3.3.2. *Objetivos específicos*
 - 3.3.3. *Principios Básicos*
 - 3.3.4. *Concepción de la pobreza en Red Solidaria*
 - 3.3.5. *Los ejes de intervención en Red Solidaria*

4. PRINCIPALES CONTENIDOS DEL PROGRAMA DE APOYO A RED SOLIDARIA

- 4.1. La intervención territorial y sectorial del Programa de Apoyo a Red Solidaria
- 4.2. Los componentes del Programa de Apoyo a Red Solidaria
 - 4.2.1. *Acceso a servicios básicos de infraestructura de agua potable y electrificación rural*
 - 4.2.2. *Fortalecimiento de la oferta de Educación y Salud.*
 - 4.2.3. *Apoyo a los esfuerzos productivos.*
 - 4.2.4. *Fortalecimiento de las capacidades institucionales y sociales locales.*
 - 4.2.5. *Apoyo a la calidad del entorno nacional*

5. LOS PROYECTOS A DESARROLLAR

- 5.1. Los proyectos del Programa de Apoyo a Red Solidaria
- 5.2. Objetivo general, beneficiarios y alcance de los proyectos.
- 5.3. El enfoque de los proyectos del Programa de Apoyo a Red Solidaria

6. LINEA DE BASE, SEGUIMIENTO Y EVALUACIÓN DE RESULTADOS

- 6.1. La Línea de Base
- 6.2 Sistema de Seguimiento y Evaluación
 - 6.2.1. *Objetivos específicos del SSE*
 - 6.2.2. *Contenidos y Metodología del SSE*
 - 6.2.3. *Indicadores y Metas del SSE del Programa de Apoyo a Red Solidaria 2007-2010.*
 - 6.2.4. *Evaluación de Impacto Externa*

7. COORDINACIÓN INSTITUCIONAL

8. ASIGNACIÓN PRESUPUESTARIA

PROGRAMA DE APOYO A RED SOLIDARIA 2007-2010 ENTRE LOS GOBIERNOS DEL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO Y LA REPÚBLICA DE EL SALVADOR

1. ANTECEDENTES

Las relaciones de cooperación entre los gobiernos del Gran Ducado de Luxemburgo y la República de El Salvador se iniciaron hace casi 13 años (1993). Desde el año 2000, la cooperación luxemburguesa se viene focalizando en la región Oriental de El Salvador, así como en la problemática del acceso de la población pobre a servicios básicos, en especial al agua potable, la salud y la educación.¹

Con objeto de contar con un marco de referencia que orientara las relaciones de cooperación entre Luxemburgo y El Salvador, ambos gobiernos decidieron establecer el Programa Indicativo de Cooperación 2003-2006 (PIC 2003-2006), el cual fue acordado y firmado en Luxemburgo el 29 de octubre del 2002.

Tal como se establece en el PIC 2003-2006, el principal objetivo de las relaciones de cooperación entre los gobiernos de Luxemburgo y El Salvador, es el combate efectivo a la pobreza y el fortalecimiento de la democracia en El Salvador.

Como lo expresan algunas valoraciones sectoriales de los proyectos realizados bajo el PIC 2003-2006, así como la Revisión Intermedia del mismo,² aunque no se puede cuantificar con precisión el impacto de los proyectos contemplados en el PIC, los resultados de la cooperación luxemburguesa en El Salvador han sido bastante positivos. "No cabe duda que el PIC y sus proyectos, en la medida que han contribuido a mejorar el acceso a servicios sociales básicos de la población salvadoreña, han jugado un rol significativo en el combate a la pobreza en El Salvador...podemos inferir, evitando todo simplismo y mecanicismo, que la cooperación luxemburguesa ha ido en dirección positiva hacia el combate a la pobreza y ha venido contribuyendo a la disminución de la misma en la Región Oriental de El Salvador."³

Visto estos resultados positivos, los gobiernos del Gran Ducado de Luxemburgo y de la República de El Salvador consideran que, en aras de lograr una cooperación más efectiva y de mayor impacto, se hace necesario contar con un marco estratégico de referencia más actualizado que oriente sus relaciones de cooperación para los próximos cuatro años (2007-2010).

¹ Las apuestas principales de la cooperación de Luxemburgo se concentran en los sectores de agua y saneamiento, educación y salud. Sin embargo, a raíz de las secuelas de los terremotos de principios del 2001, la cooperación Luxemburguesa estableció un proyecto puntual de reconstrucción (SDV/016), con objeto de apoyar la construcción de viviendas en el oriental municipio de San Agustín. También de manera puntual, la cooperación de Luxemburgo impulsó un pequeño proyecto de manejo de desechos sólidos en el municipio oriental de Puerto El Triunfo (SDV/007).

² "Revisión Intermedia del Programa Indicativo de Cooperación 2003-2006 entre los gobiernos de Luxemburgo y El Salvador: principales hallazgos y recomendaciones", San Salvador, 18 diciembre del 2004.

³ *Ibid.*, p.5.

Hay que considerar que desde la formulación del PIC (2002) a la fecha han ocurrido importantes cambios que ameritan un nuevo marco estratégico de referencia para los futuros proyectos de cooperación entre el gobierno de Luxemburgo y el gobierno de El Salvador (GOES). En efecto, por un lado, han ocurrido significativas variaciones en los lineamientos de la cooperación luxemburguesa, los cuales fueron discutidos con el gobierno salvadoreño durante la III Reunión de País Asociado de Cooperación (San Salvador, 17/11/05). Entre los principales lineamientos podemos mencionar los siguientes:

- Pasar de un enfoque de la cooperación basado en la ejecución de proyectos a uno de procesos.
- Retomar la importancia del enfoque territorial e integral del desarrollo en el diseño e implementación de los proyectos sectoriales,
- Apostarle al fortalecimiento del capital institucional y social en los territorios (lo que implica favorecer la apropiación institucional y social de la infraestructura construida con la cooperación luxemburguesa, como escuelas, unidades de salud, redes de agua y saneamiento).
- Apoyar la institucionalidad central, sobre todo en sus procesos de descentralización y presencia territorial.
- Además de contribuir al fortalecimiento de la institucionalidad y a la construcción de la ciudadanía local, la cooperación luxemburguesa, desde una perspectiva más estratégica, busca también favorecer la buena gestión de la política pública, la gobernabilidad y la cohesión social dentro de la sociedad salvadoreña.
- Abrirse a nuevos territorios y a nuevos sectores, como el sector productivo.

Por otro lado, se han experimentado importantes cambios en las políticas de desarrollo impulsadas en El Salvador, las cuales van en sintonía con los lineamientos emanados desde la cooperación de Luxemburgo. Entre los cambios más relevantes podemos destacar: impulso a estrategias territoriales de desarrollo, elaboración e implementación de políticas sectoriales con enfoque territorial, priorización a la reducción de la pobreza extrema y focalización territorial de la misma, fortalecimiento del capital social e institucional.

2. CONTEXTO DE PAÍS

Durante el primer quinquenio de los años 90 El Salvador presentó una importante dinámica de crecimiento económico, al tiempo que experimentó una reducción de la pobreza. Sin embargo, a partir del segundo quinquenio de dicha década, la economía salvadoreña pasó a mantener bajos niveles de crecimiento, al mismo tiempo que el proceso de disminución de pobreza se desacelera, e incluso prácticamente se estanca a partir de principios del presente siglo.

Todos esos años, con sus altos y sus bajos, han puesto en evidencia un hecho: entornos macroeconómicos estables y tasas elevadas de crecimiento económico constituyen condiciones suficientes pero no necesarias para reducir pobreza y generar procesos sostenidos de desarrollo. De ahí que la atención a la pobreza y la gestión de procesos de desarrollo necesitan de buenas y adecuadas estrategias y políticas socioeconómicas, donde la acción oportuna y adecuada del Estado juega un rol fundamental.

Las estrategias y políticas socioeconómicas promovidas por el Estado deben saber articular y combinar las realidades y variables macroeconómicas y macro sociales, con las realidades microeconómicas y micro sociales; también deben saber conectar y compaginar las dinámicas nacionales con las dinámicas territoriales regionales o locales; asimismo deben buscar incidir en los problemas globales, pero focalizando y priorizando en torno a los mismos. De igual manera, la experiencia de años anteriores enseña que los mercados por sí solos no generan desarrollo ni contribuyen a reducir pobreza. Para que esto suceda, los instrumentos de mercado deben ser acompañados por la acción coordinada y estratégica del Estado.

El gobierno salvadoreño actual, conciente de los anteriores planteamientos, y en sintonía con los mismos, consideró importante impulsar renovadas estrategias y políticas socioeconómicas. Estrategias y políticas que permitan encaminar el país hacia la senda del crecimiento económico y el desarrollo sostenido, así como a enfrentar con mayor eficiencia y efectividad la pobreza, para retomar nuevamente la tendencia a la disminución de la misma. Valga mencionar que con ello El Salvador se acercará con mayor solidez y eficacia al cumplimiento de los denominados Objetivos de Desarrollo del Milenio (ODM).

Es así que el gobierno salvadoreño viene impulsando políticas públicas que favorecen la descentralización del Estado, las estrategias y enfoques territoriales de desarrollo, el impulso de políticas sectoriales, y en especial la política social de atención de la pobreza, la focalización territorial de la misma, y su priorización en la disminución de la pobreza extrema.

El Programa de Gobierno que más cristaliza y se aproxima a los anteriores planteamientos es el Programa Red Solidaria, el cual, bajo una aproximación y focalización territorial, tiene como uno de sus principales propósitos la atención o disminución de la pobreza extrema en El Salvador.

Adicionalmente, es importante señalar que el Programa Red Solidaria, es uno de los Programas gubernamentales que más se aproxima a los enunciados de la Declaración de París sobre la Eficacia de la Ayuda al Desarrollo, cuyos principios se basan en la apropiación y el alineamiento de la cooperación a las estrategias nacionales de desarrollo, la armonización de los esfuerzos de la cooperación internacional, y la intervención de ésta sobre la base de resultados y responsabilidades mutuas.⁴

3. LA ESTRATEGIA DE DESARROLLO A IMPULSAR: LA APUESTA POR LA RED SOLIDARIA

Bajo los antecedentes y contexto de país antes descritos, los gobiernos del Gran Ducado de Luxemburgo y de la República de El Salvador convienen que las relaciones de cooperación entre ambos gobiernos para el período 2007-2010, se orientarán fundamentalmente a apoyar el Programa Red Solidaria.

El Programa de Apoyo tiene así como apuesta principal contribuir al logro de los objetivos del Programa Red Solidaria y al despliegue de la estrategia de desarrollo que la sustenta, así como al fortalecimiento de aquellos componentes del entorno nacional que contribuyan a ello.

⁴ Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle. Forum à haut niveau: "Renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement: harmonisations, actions commune, résultats", Paris, 28 febrero-2 marzo 2005.

3.1. Objetivo general y específico de la estrategia a impulsar.

El Programa de Apoyo a Red Solidaria tiene como objetivo general impulsar una estrategia territorial de desarrollo que contribuya a la reducción de la pobreza extrema en El Salvador.

Valga señalar que el propósito anterior está en plena sintonía con los lineamientos emanados de la Declaración de París sobre la Eficacia de la Ayuda al Desarrollo, en particular lo concerniente a la Apropiación y el Alineamiento, los cuales hacen un llamado a los países receptores de la cooperación a elaborar, apropiarse e impulsar sus propias estrategias nacionales de desarrollo, y a los países donantes a alinearse en apoyo a dichas estrategias nacionales de desarrollo, sus instituciones y los procedimientos impulsados por los países receptores de la ayuda.⁵

Más específicamente, el Programa de Apoyo tiene por objeto contribuir a impulsar una estrategia territorial de desarrollo tendiente a mejorar las condiciones de vida de la población que reside en los municipios de pobreza extrema alta de los departamentos de San Miguel y Usulután de la región Oriental de El Salvador. Los medios implementados contribuirán a mejorar el acceso a servicios básicos (agua y saneamiento, electricidad, educación y salud), el apoyo a la agricultura familiar, así como el fortalecimiento de las capacidades locales y su articulación a las dinámicas socioeconómicas regionales/nacionales.

3.2. El enfoque territorial y de proceso de la estrategia a impulsar

Acorde a los principios y lineamientos tanto de la cooperación luxemburguesa como del gobierno salvadoreño a través del Programa Red Solidaria, el Programa de Apoyo a Red Solidaria posee un enfoque territorial de desarrollo, donde lo que se busca potenciar son procesos territoriales y localizados de desarrollo más que proyectos puntuales aislados.

En el Programa de Apoyo a Red Solidaria, la unidad central de la intervención será el desarrollo de los territorios o municipios, de cara a reducir sus niveles de pobreza extrema alta. Por tanto, las intervenciones sectoriales (en salud, educación, agro, agua, etc.) son un medio para impulsar procesos de desarrollo en y para los territorios, y no un fin en sí mismo.

Siendo la unidad central de la intervención del Programa de Consolidación el territorio/municipio, las dinámicas socioeconómicas territoriales son las que vehiculan y articulan las intervenciones sectoriales. Los proyectos sectoriales poseen así un enfoque integral, pues se impulsan y articulan entre sí en función de los procesos de desarrollo que se quiere lograr en los territorios.

En este sentido, más que la ejecución aislada de proyectos sectoriales en algún municipio, lo fundamental del Programa de Consolidación serán los procesos de desarrollo que se pueden generar en los territorios seleccionados, a través de la implementación articulada e integrada de los proyectos.

Finalmente, es importante destacar que los procesos territoriales de desarrollo requieren también de un entorno socioeconómico y político adecuado a nivel nacional. En tal sentido, la estrategia del Programa de Apoyo a Red Solidaria también contempla contribuir a la mejora y calidad de dicho entorno nacional, a través de su apoyo a la buena formulación de políticas públicas, la gobernabilidad y la cohesión social dentro de la sociedad salvadoreña.

⁵ Ibid, p.4 y 5.

3.3. El Programa Red Solidaria.⁶

3.3.1. *Objetivo General*

El Programa Red Solidaria se enmarca dentro de la estrategia social del Gobierno de El Salvador. Es el primer programa social del país que tiene como objetivo atender directamente a las familias en extrema pobreza. Esto lo busca incentivando el acceso a la educación, salud y nutrición a través de las transferencias monetarias condicionadas (bonos de educación y salud); promoviendo la seguridad jurídica; mejorando la cobertura de los servicios básicos como agua y saneamiento, electrificación y caminos rurales; capacitando a las comunidades en proyectos productivos y acceso al micro crédito para mejorar los ingresos en forma sostenible; fortaleciendo las capacidades de los actores locales.

3.3.2. *Objetivos específicos*

- Mejorar las condiciones de salud y nutrición de las familias rurales, priorizando las atenciones preventivas materno infantil.
- Mejorar la educación de la población en edad escolar -menor a 15 años-, de parvularia a sexto grado en el área rural.
- Potenciar la equidad de género, étnica y etárea.
- Fortalecer la oferta de servicios básicos en salud, programas nutricionales, y educación básica.
- Mejorar la infraestructura social básica -agua potable y saneamiento, electrificación e infraestructura estratégica-, para el acceso de los servicios, mediante acciones integrales y coordinadas con los sectores.
- Contribuir a la seguridad alimentaria y nutricional, y a generar oportunidades de empleo e ingresos a través de los proyectos productivos.
- Fortalecer las capacidades institucionales y locales en los procesos de desarrollo.

3.3.3. *Principios Básicos*

- Integralidad de acciones
- Equidad (territorial, género, étnica y etárea)
- Acercar la oferta a la demanda
- Focalización de inversiones en grupos en extrema pobreza
- Transparencia en selección de beneficiarios
- Corresponsabilidad. Cumplimiento de compromisos y responsabilidades
- Monitoreo y evaluación

⁶ Objetivo general y específicos, principios, concepción de pobreza y ejes de intervención, han sido básicamente retomados de documentos oficiales de Red Solidaria.

3.3.4. *Concepción de la pobreza en Red Solidaria*

La pobreza no es solamente la carencia de ingresos, sino también la incapacidad de la familia para satisfacer sus necesidades básicas, incluyendo educación, salud, agua potable, saneamiento, vivienda digna, entre otros, que le permite a la familia y su comunidad salir de su condición de alta vulnerabilidad, de marginalidad y exclusión social en que vive.

3.3.5. *Los ejes de intervención en Red Solidaria*

Red Solidaria a las Familias.

Son acciones focalizadas a las familias que viven en condiciones de extrema pobreza e incluye transferencias monetarias condicionadas (bonos) a la madre del hogar por tres años, corresponsabilidades y capacitaciones

Red de Servicios Básicos

Busca fortalecer la oferta de los servicios de educación y salud y mejorar el acceso a los servicios básicos –agua y saneamiento, electrificación, caminos rurales- de las familias que viven en los municipios más pobres

Red de Sostenibilidad

Busca proveer a las familias pobres rurales de las herramientas necesarias que les permita incorporarse en actividades productivas que se traduzcan en mejoras de ingreso y generación de activos.

En síntesis, la Estrategia de Desarrollo de Red Solidaria se caracteriza por tres elementos: territorialidad, integralidad, sostenibilidad. Elementos que están en completa sintonía con los lineamientos de la cooperación luxemburguesa, con las necesidades que plantea el cambiante contexto nacional, así como con las políticas de desarrollo impulsadas por el actual gobierno salvadoreño.

Red Solidaria posee un enfoque territorial, donde el objetivo de reducción de la pobreza extrema se hace a través del fortalecimiento de las dinámicas locales/territoriales de desarrollo dentro y entre los municipios. Su enfoque es también integral, pues trata de incidir de manera articulada en las condiciones esenciales que determinan la pobreza, tanto por el lado de la falta de acceso a servicios básicos, como de la falta de empleo e ingresos. Asimismo, la integralidad de la estrategia hace intervenir de manera articulada distintos sectores (agua potable, salud, educación, electrificación, fortalecimiento de capacidades productivas y fortalecimiento de capacidades socio institucionales locales), así como distintos procesos (apoyos monetarios directos vinculados a compromisos y obligaciones, capacitación, asistencia técnica, organización comunitaria, coordinación interinstitucional, etc.). Finalmente, Red Solidaria busca la sostenibilidad de sus acciones, ubicando sus intervenciones inmediatas y de corto plazo, bajo una perspectiva de desarrollo de medio y largo plazo. Perspectiva que trata de garantizarse asentando dichas acciones en el marco del fortalecimiento de las capacidades sociales e institucionales a nivel local.

4. PRINCIPALES CONTENIDOS DEL PROGRAMA DE APOYO A RED SOLIDARIA

4.1. La intervención territorial y sectorial

El Programa de Apoyo, en su objetivo de contribuir a impulsar una estrategia territorial de desarrollo para disminuir la pobreza extrema en El Salvador, priorizará la cooperación en un conjunto de municipios y abarcará un grupo determinado de sectores sociales y económicos.

En cuanto a los municipios o territorios objeto del Programa de Apoyo, su selección general se basa en dos elementos. En primer lugar, en el hecho que la cooperación de Luxemburgo se ha venido concentrando históricamente en la Región Oriental de El Salvador. En segundo lugar, en que el Programa Red Solidaria concentra su intervención en los municipios de pobreza extrema severa y alta del país.

En la selección de los municipios de la Región Oriental, se han tomado en cuenta varios criterios. Entre los más importantes podemos destacar los siguientes: municipios en extrema pobreza alta contemplados en el Programa Red Solidaria; proximidad geográfica; experiencia y continuidad de proyectos financiados bajo el PIC 2003-2006; presencia y posibilidades de coordinación interinstitucional; viabilidad y potencialidad para el desarrollo de las actividades propuestas; calidad de la intervención del proyecto y su impacto en el desarrollo del municipio; articulación con Programas Regionales o Nacionales; municipios priorizados por los sectores gubernamentales a ser involucrados en el Programa de Apoyo.⁷

Sobre la base de tales criterios, de un total de 27 municipios considerados en extrema pobreza alta, el Programa de Apoyo concentrará sus esfuerzos en 13 municipios de la zona oriental de El Salvador. Los trece municipios se ubican en los departamentos de San Miguel y Usulután, siendo estos los siguientes: Sesori, Ciudad Barrios y San Jorge en el departamento de San Miguel; San Francisco Javier, Alegría, Tecapan, Concepción Batres, Berlín, Ozatlán, Mercedes Umaña, Jucuarán, Santa Elena y San Agustín en el departamento de Usulután.

Valga indicar que la anterior propuesta abarca tanto municipios integrados a la Estrategia de Desarrollo de la Zona Norte (EDZN) (como Ciudad Barrios y Sesori), así como municipios antes incluidos en el PIC 2003-2006 (como San Jorge y San Francisco Javier).

El municipio de San Agustín, en Usulután, a pesar de no catalogarse como un municipio de extrema pobreza alta sino de extrema pobreza severa, se ha considerado su inclusión por dos razones de peso. En primer lugar, es un municipio al que la cooperación de Luxemburgo ha dotado de un importante acceso a servicios básicos (agua y saneamiento, salud, vivienda), y fomentado ciertos grados de organización social y coordinación institucional, pero que corre el riesgo de no mantener su sostenibilidad, en gran parte debido a la carencia de empleo e ingresos entre su población, así como a la fragilidad de su institucionalidad local. En segundo lugar, la intervención propuesta (proyectos productivos/empleo), es estratégica para completar el ciclo del proceso de desarrollo en el que está inmerso tal municipio.

⁷ El Ministerio de Educación (MINED) propuso un total de 14 municipios, el Ministerio de Salud (MSAS) 14 municipios, ANDA 15, MINEC/Electrificación rural 9 municipios, y el Ministerio de Agricultura y Ganadería, MAG, 21 municipios.

El Programa de Consolidación 2007-2010 abarcará cinco sectores: agua/saneamiento, salud, educación, electrificación rural y apoyo a la agricultura familiar. En primer lugar, por que la cooperación de Luxemburgo ha venido focalizando sus esfuerzos en el acceso a servicios básicos, y de manera particular, en educación, salud y agua y saneamiento. En este sentido, el Programa de Consolidación 2007-2010 expresa una línea de continuidad con varios de los esfuerzos impulsados bajo el PIC 2003-2006, del cual retoma parte de la experiencia y conocimiento acumulado. Además, todos estos sectores forman parte de los priorizados por el Programa Red Solidaria

4.2. Los componentes del Programa de Apoyo a Red Solidaria

El Programa de Apoyo a Red Solidaria está conformado por cinco grandes componentes, a saber:

4.2.1. Acceso a servicios básicos de infraestructura de agua potable y electrificación rural

En el marco de Red Solidaria, el sub-componente agua y saneamiento busca la "disminución de las enfermedades de transmisión hídrica por medio del incremento de la cobertura rural de los servicios de agua potable y del saneamiento básico, mediante el mejoramiento de los servicios existentes o la construcción de nuevos". (Red Solidaria). Con respecto al sub-componente Electrificación Rural, se trata en general de "una estrategia de energía rural a nivel nacional, cuyo objetivo es el suministro de energía eléctrica para mejorar las condiciones de vida en sectores de población del país en forma equitativa y eficiente..." (Red Solidaria). Valga señalar que este sub-componente se considera complementario a los otros sub-componentes, especialmente para asegurar el acceso a nuevos sistema de agua potable y la ampliación de la oferta de servicios educativos y de salud. En efecto, en muchas zonas rurales donde se contempla crear sistemas de agua potable, escuelas o unidades de salud, el acceso a la energía eléctrica será indispensable para su funcionamiento y desarrollo.

4.2.2. Fortalecimiento de la oferta de Educación y Salud.

En el sector educación, los esfuerzos se orientan a la efectividad de la Educación Básica. Aunque contempla cierta inversión en ampliación de infraestructura educativa, sus principales esfuerzos se orientan a impulsar procesos que contribuyan a la efectividad educativa. Acá el objetivo "es fomentar el acceso y contribuir a mejorar la educación con un enfoque integral en las zonas de extrema pobreza de la región oriental de El Salvador, para que la población mejore su calidad de vida". (Red Solidaria). La estrategia educativa tiene como marco general de referencia el Plan Nacional de Educación 2021, que es una iniciativa impulsada bajo la coordinación del Ministerio de Educación (MINED), a fin de articular los esfuerzos por mejorar el sistema educativo nacional. El objetivo del plan es formular, con una visión de largo plazo, las políticas y metas educativas prioritarias para los próximos años.

Por otro lado, las acciones de este sub componente en los sectores rurales del país (municipios más pobres) son parte de las acciones de la iniciativa Redes Escolares Efectivas que se lleva a cabo bajo el Programa Presidencial Red Solidaria. Las Redes Escolares Efectivas integran a un grupo de centros educativos que se encuentren en una misma zona geográfica, para ofrecer a niños y jóvenes la oportunidad de completar su educación básica. Las acciones del programa están dirigidas a la organización de las redes en los municipios prioritarios, la entrega de alimentación escolar, la creación de círculos de alfabetización y de secciones de aceleración de aprendizaje, el refuerzo de la infraestructura educativa y la entrega de material didáctico a estudiantes y docentes.

En lo que respecta al sector salud, las acciones tienden al fortalecimiento de los servicios de salud existentes en los municipios seleccionados, y a facilitar su acceso a la población en condiciones de pobreza extrema. El objetivo de este sub-componente es "fortalecer los servicios de salud a través de la infraestructura y equipamiento de unidades de salud y las capacidades institucionales y locales para la provisión de estos servicios" en los municipios seleccionados (Red Solidaria). El marco de referencia de este sub-componente está conformado por el Plan Estratégico 2005-2009, FOSALUD y el Modelo de Provisión de Servicios de Salud de Primer Nivel.

4.2.3. *Apoyo a los esfuerzos productivos.*

Este componente se refiere a un conjunto de acciones y proyectos productivos englobados en un programa destinado a apoyar la agricultura familiar en los municipios seleccionados. Con este componente se pretende "contribuir a la seguridad alimentaria y nutricional, y a generar oportunidades de empleo e ingresos para elevar el nivel de vida de las familias rurales pobres en los municipios seleccionados de pobreza extrema alta de la región oriental". (Red Solidaria). El marco de referencia de este componente productivo se refiere tanto a la Estrategia Rural del Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG), como al Programa Nacional de Apoyo a la Agricultura Familiar en los municipios atendidos por la Red Solidaria.

4.2.4. *Fortalecimiento de las capacidades institucionales y sociales locales.*

Este cuarto componente contempla el desarrollo de procesos que contribuyan a la formación de capital social e institucional local, así como al fortalecimiento y coordinación, tanto a nivel local como nacional, de las instancias ciudadanas e instituciones gubernamentales involucradas en el Programa de Consolidación 2007-2010. Entre las actividades contempladas en este componente se encuentran, sin ánimo de agotarlas, las siguientes: asesoría y formación a nivel local, apoyo al desarrollo institucional, capacitación de líderes locales, coordinación interinstitucional, fortalecimiento de la organización y participación ciudadana a nivel local, etc. Con todo ello, se quiere "contribuir a fortalecer los procesos de desarrollo institucional y local que permitan asegurar la sostenibilidad de los servicios y el desarrollo de las personas y comunidades en los municipios de pobreza extrema alta" (Red Solidaria).

Los esfuerzos de este componente en cuanto al fortalecimiento de las capacidades sociales locales se basan tanto en las instancias comunitarias que poseen actualmente los proyectos sectoriales (como los SIBASIS, ADESCOS, Redes Escolares Efectivas, Juntas de Agua), así como las instancias ciudadanas locales que ya existen y se articulan a Red Solidaria (Comités Municipales de Red Solidaria, ONG locales y regionales, organizaciones comunitarias, asociaciones productivas locales, etc.).

Entre los actores institucionales que serán involucrados en este componente se destacan: Unidades de Salud, Hospitales Regionales, Escuelas, Gobiernos Locales, Asociaciones de Municipios, etc.

4.2.5. *Apoyo a la calidad del entorno nacional*

Concientes de la importancia que posee el entorno socioeconómico y político nacional para el logro de los objetivos de la estrategia territorial de desarrollo acá planteada, el Programa de Apoyo a Red Solidaria contempla como objetivo contribuir a la buena gestión de la política pública, la gobernabilidad y la cohesión social dentro de la sociedad salvadoreña. En tal sentido, el Programa de apoyo dispondrá de un componente tendiente a fortalecer el diálogo y el entendimiento sociopolítico a nivel nacional, así como a promover el intercambio de experiencias y conocimientos entre Luxemburgo y El Salvador que contribuyan al logro de los objetivos de este componente.

Este componente estará articulado a otros esfuerzos de cooperación que van también orientados a fortalecer la calidad del entorno nacional (buena gestión de la política pública, gobernabilidad y cohesión social), entre los que se destaca la cooperación multilateral (PNUD) y bilateral (Cooperación Española, AECL, y cooperación de los Estados Unidos, AID).

5. LAS INTERVENCIONES DEL PROGRAMA DE APOYO A RED SOLIDARIA

5.1. Las intervenciones del Programa de Apoyo a Red Solidaria

En base a los componentes que conforman el Programa de Apoyo a Red Solidaria 2007-2010, éste se desarrollará a través de 7 grandes intervenciones:

- a. Acceso al Agua Potable y Saneamiento Básico Rural.
- b. Electrificación Rural.
- c. Ampliación y cualificación de la Educación Básica.
- d. Ampliación y cualificación de los Servicios de Salud Materno Infantil.
- e. Apoyo a la Agricultura Familiar.
- f. Fortalecimiento del Tejido Social e Institucional Local.
- g. Apoyo a la Gestión de las Políticas Públicas, la Gobernabilidad y la Cohesión Social.

5.2. Objetivo general, beneficiarios y alcance de las intervenciones.

Las intervenciones contempladas en el Programa de Apoyo tienen como objetivo general reducir los niveles de pobreza extrema alta en 13 municipios de los departamentos de Usulután y San Miguel, los cuales abarcan una población de poco más de 171 mil personas y cerca de 37 mil hogares (2005) que se pueden beneficiar de los mismos. Estos objetivos están en sintonía con los objetivos generales del Programa Red Solidaria, así como con los esfuerzos de cumplimiento de los Objetivos de Desarrollo del Milenio (ODM).

En estos municipios que son objeto de intervención de los proyectos, la tasa promedio de pobreza extrema es de casi 35%, la escolaridad promedio es de apenas de 3.6 grados, el ingreso per-cápita promedio es de solo \$47.86 dólares mensuales, mientras que casi el 40% de las viviendas no tiene acceso al agua por cañería y casi el 30% de las mismas carecen de energía eléctrica. En estos municipios se concentra el 66% de los hogares considerados en extrema pobreza alta de la región Oriental de El Salvador.

En consecuencia, las intervenciones del Programa de Apoyo entre los gobiernos de Luxemburgo y El Salvador, pretenden tener un impacto sensible sobre la reducción de la pobreza extrema alta en la región Oriental de El Salvador.

5.3. El enfoque de las intervenciones del Programa de Apoyo a Red Solidaria

El Programa de Apoyo a Red Solidaria se concibe como un conjunto articulado y coherente de intervenciones que busca reducir la pobreza extrema alta en 13 municipios del Oriente de El Salvador por medio del acceso a servicios básicos, la generación de empleo/ingreso, el fortalecimiento del capital social e institucional dentro de dichas municipalidades,⁸ y la mejora de la calidad del entorno nacional.

⁸ Esto último no aplica al último proyecto, "Apoyo a la gestión de políticas públicas, la gobernabilidad y la cohesión social", cuyo nivel de intervención es nacional y no territorial y/o municipal.

Acorde a los lineamientos de la cooperación de Luxemburgo y a la estrategia de desarrollo de Red Solidaria, las intervenciones del Programa incorporan los enfoques de territorialidad, integralidad y sostenibilidad del desarrollo.

La intervención en acceso al Agua Potable y Saneamiento Básico para el Sector Rural (APSBR) se asienta en las dinámicas del territorio/municipio y municipalidad/comunidad, así como en sus principales actores sociales e institucionales. Así, según el Manual Operativo del APSBR, estos actores (alcaldía, comunidad, Juntas de Agua, ONG locales, comités de desarrollo local, escuelas, instituciones gubernamentales, etc.) participan desde la identificación de las necesidades de la población y de las fuentes de agua, pasando por la ejecución de las obras, hasta su participación en la operación y mantenimiento del proyecto. En éste "la modalidad de trabajo incorpora la participación de la comunidad en la construcción, operación y manejo de los sistemas construidos y en la búsqueda de mecanismos que vuelvan financieramente auto-sostenibles dichos sistemas."⁹

La intervención en Agua Potable y Saneamiento Básico Rural se lleva a cabo desde un *enfoque integral*, pues se articula a las dinámicas educativas del territorio, así como a los esfuerzos que se hacen en él en materia de salud y mejora del medio ambiente.

Finalmente, se contempla *la sostenibilidad* de la intervención, no sólo porque se pretende lograr ciertas tasas de rentabilidad, o considerar el aporte monetario diferenciado de los usuarios del servicio, sino también y sobre todo porque se visualiza el fortalecimiento de las capacidades organizativas, administrativas y cognoscitivas locales para asegurar la operación y mantenimiento del proyecto en el largo plazo. La base social organizativa para el desarrollo y seguimiento del proyecto se asienta fundamentalmente en las Juntas de Agua, instancias ciudadanas creadas dentro de cada municipio receptor del proyecto.

La intervención en Electrificación Rural se territorializa a partir del mapa de pobreza de Red Solidaria, desde donde se establecen sus obras y acciones prioritarias; al mismo tiempo, la identificación de los lugares específicos de la intervención se basa en el Sistema de Información Geográfico de Energía Rural (SIGER).

De igual manera, como parte de un *esfuerzo integral* para el desarrollo de los territorios, las intervenciones en Electrificación Rural se orientan y articulan en apoyo y complemento de las otras intervenciones del Programa de Apoyo a Red Solidaria : para poder reducir los niveles de pobreza es fundamental que las escuelas, unidades de salud, sistemas de agua potable y saneamiento, y las iniciativas productivas, tengan acceso a la energía eléctrica.

A pesar que la naturaleza técnica de la intervención y sus acciones hace que los operadores del sistema (empresas distribuidoras de energía) tengan un rol preponderante en la sostenibilidad del proyecto, valga señalar que se otorga un rol prioritario a la comunidad en la construcción de sistemas aislados de generación de energías renovables, especialmente la solar.

⁹ "Sub-Componente de Agua Potable y Saneamiento Básico para el Sector Rural del Programa Red Solidaria. Manual Operativo de APSBR", Programa Red Solidaria, documento de trabajo, San Salvador, septiembre 2005, p.8.

La intervención en Ampliación y Cualificación de la Educación Básica posee el respaldo de una importante experiencia acumulada de *gestión territorial*; parte de la cual proviene de los proyectos impulsados bajo PIC 2003-2006. La focalización territorial de sus intervenciones se basa en el mapa de pobreza de Red Solidaria, y sus esfuerzos se engloban dentro de la estrategia territorial de desarrollo del Programa Red Solidaria para disminuir la pobreza extrema. La gestión territorial de la intervención y sus acciones también se nutren de las líneas estratégicas del Plan Nacional 2021 impulsado bajo la coordinación del Ministerio de Educación, donde se destaca el protagonismo de las escuelas y comunidades, así como la consideración y fortalecimiento de las dinámicas institucionales y sociales locales.

Desde la *integralidad* de la intervención no sólo se contempla el aumento de la infraestructura física educativa sino también, y sobre todo, la calidad de la enseñanza. La intervención posee también un enfoque integral en la medida que se integra prioritariamente a los esfuerzos coordinados de Red Solidaria en su objetivo de reducir la pobreza extrema por medio del acceso a la educación parvularia y básica. En este sentido, la intervención y sus acciones se articulan a las dinámicas locales que se generan por el Programa Red Solidaria, especialmente en cuanto a las crecientes demandas de matrícula a nivel básico que se dan en las escuelas, gracias a las Transferencias Monetarias Condicionadas (TMC) que se llevan a cabo bajo el eje de Red Solidaria a las Familias.

La *sostenibilidad* de la intervención se enmarca en la visión de largo plazo del Plan de Educación 2021, y se asienta en la relación escuela-comunidad, donde el centro escolar se concibe inmerso en las dinámicas locales, y donde participan tanto los integrantes de la comunidad escolar (alumnos, docentes y personal administrativo y de dirección de la escuela), así como padres de familia y población residente en la zona (los centros educativos del país son administrados con la participación de los padres y madres de familia, quienes se organizan -por centro educativo- en modalidades administrativas, legal y formalmente reconocidas por el Ministerio de Educación, que les permiten tomar decisión y ser responsables por la administración de los recursos de los centros educativos). Desde esta perspectiva, un elemento fundamental es el impulso que se dará a las acciones de la intervención bajo el Programa Redes Escolares Efectivas que actualmente impulsa el Ministerio de Educación, así como bajo el trabajo que éste realiza con las ADESCOS.

La intervención en Ampliación y Cualificación de los Servicios de Salud Materno Infantil, como la intervención en Educación Básica, también goza de una experiencia de *gestión territorial* acumulada dentro del PIC 2003-2006. Las acciones de intervención del proyecto, siguiendo los lineamientos del Programa Red Solidaria, se articulan a las dinámicas territoriales, especialmente las generadas por este programa, involucrando a distintos actores locales, tanto en la identificación de los problemas de salud comunitaria como en la búsqueda de solución a los mismos. Asimismo, el proyecto se ubica en los esfuerzos que realiza desde el año 2000 el Ministerio de Salud Pública y Asistencia (MSPAS) en aras de "hacer efectiva la descentralización en apoyo a la gestión y provisión de servicios integrales de salud a poblaciones vulnerables." (MSPAS, abril 2006).

La intervención pretende de manera *integral* no sólo mejorar la infraestructura de salud en los municipios seleccionados sino también, y sobre todo, la calidad de la atención y el servicio. La búsqueda en la mejora de la oferta del servicio, de su eficiencia y calidad, se hace tanto a nivel local como regional. La intervención también considera de manera integral acciones de promoción y prevención en salud, iniciativas productivas vinculadas con la salud, la nutrición, el agua y saneamiento básico. Por otro lado, la intervención no se concibe de manera aislada de las dinámicas locales que se generan por el Programa Red Solidaria, especialmente en cuanto a las crecientes demandas de atención a la población infantil menor de 5 años y mujeres embarazadas que surgen del eje Red Solidaria a las Familias y las Transferencias Monetarias Condicionadas (TMC).

Por último, de cara a *la sostenibilidad*, la intervención persigue el fortalecimiento institucional y sus esquemas descentralizadores, sobre todo a través de procesos de organización y funcionamiento de la red de servicios de salud, así como de la capacitación técnica y administrativa. Asimismo, por medio de la intervención se pretende el fortalecimiento de las capacidades locales, en vistas de potenciar el capital social de la comunidad. En este sentido se destaca el rol que en el proyecto jugarán los SIBASIS. "En el ámbito de las comunidades, se plantea promover y facilitar procesos de comunicación, movilización y participación social como mecanismos facilitadores para hacer abogacía y sensibilizar a los gobiernos municipales, sectores y comunidades a realizar alianzas de conjunción de esfuerzos intersectorial en apoyo al desarrollo de la salud de las familias en pobreza...desarrollar redes y alianzas estratégicas para movilizar y/o sumar capacidades y recursos en apoyo a la formulación y ejecución de Proyectos o iniciativas sociales a favor de la salud y el desarrollo humano integral a partir de un mayor conocimiento de las buenas prácticas de salud generadas por el proyecto y las lecciones aprendidas." (MSPAS, abril 2006).

La intervención en Apoyo a la Agricultura Familiar, también se basa en y acompaña a la estrategia *territorial* de desarrollo impulsada por el Programa Red Solidaria. Las acciones de intervención buscan contribuir a generar ingresos y empleos dentro de las unidades familiares en extrema pobreza ubicadas en los territorios seleccionados. Las iniciativas productivas promovidas por la intervención en apoyo a la agricultura familiar se asientan en las necesidades establecidas por los mismos actores presentes en el territorio, en criterios técnicos en materia económica y comercial, así como en las dinámicas socio institucionales locales.

Las acciones en apoyo a la agricultura familiar se conciben *integradas* a las acciones tendientes a reducir la pobreza extrema vía acceso a servicios básicos. La integralidad de la intervención también se expresa en su articulación a otras dimensiones fundamentales de los esfuerzos productivos, como el acceso al micro crédito, así como su articulación a otras dimensiones necesarias al impulso de procesos de desarrollo: como la salud por medio de las mejoras en la seguridad alimentaria y nutricional, y las mejoras en las prácticas del cultivo y la preservación del medio ambiente.

Las acciones de la intervención están concebidas para desarrollar procesos productivos que sean duraderos y *sostenibles* en el tiempo. La sostenibilidad no sólo consiste en garantizar cierta rentabilidad a las iniciativas productivas, sino también en garantizar la fortaleza de las capacidades institucionales y sociales a nivel local. De ahí que la intervención contempla acciones de capacitación, organización y asociatividad de los productores a nivel local, así como el establecimiento de alianzas con otros actores dentro del territorio (alcaldías, organizaciones comunitarias, etc.) o fuera de él (empresarios, supermercados, etc.)

La intervención en Fortalecimiento del Tejido Social e Institucional Local, contempla un conjunto de acciones tendientes a generar capacidades administrativas, organizativas, cognoscitivas, sociales e institucionales en los territorios que son objetivo del Programa de Apoyo. En términos generales, con esta intervención se pretende contribuir a la formación del capital socio institucional territorial, de tal manera que facilite el desarrollo y éxito de los proyectos del Programa de Apoyo.

En este sentido, las acciones de intervención buscan, por un lado, articular, fortalecer y ampliar los esfuerzos ya existentes de formación de capital socio institucional que se impulsan desde el contexto del Programa Red Solidaria (como los Comités Municipales de Red Solidaria), y por otro lado, generar espacios intermedios de coordinación y articulación de esfuerzos entre todos los municipios incluidos dentro del Programa de Apoyo (como la conformación de un Comité Intermunicipal de Desarrollo del Programa de Apoyo).

Finalmente, para complementar los prioritarios esfuerzos territoriales del Programa de Apoyo 2007-2010, se hace necesario contar con una intervención nacional de Apoyo a la Gestión de las Políticas Públicas, la Gobernabilidad y la Cohesión Social. La importancia de esta intervención estriba en el hecho que las intervenciones y acciones territoriales impulsados por el Programa de Apoyo necesitan de un entorno favorable y adecuado. En efecto, políticas públicas más adecuadas y efectivas, mayores dosis de gobernabilidad y mejores grados de Cohesión Social, son elementos que sin lugar a dudas conforman una atmósfera mucho más favorable al desarrollo de las intervenciones y acciones territoriales contemplados en el Programa de Apoyo, así como contribuyen al logro de los objetivos y resultados de éste.

De ahí que las acciones de intervención de este proyecto tienden a promover el diálogo y entendimiento entre distintos actores y tomadores de decisión dentro de la sociedad salvadoreña. Estos esfuerzos de diálogo y entendimiento girarán en torno a las problemáticas vinculadas y abordadas por el resto de las intervenciones del Programa de Apoyo a Red Solidaria.

6. LINEA DE BASE, SEGUIMIENTO Y EVALUACIÓN DE RESULTADOS

El Programa de Apoyo a Red Solidaria contará con una línea de base sobre la situación social en los 13 municipios de pobreza extrema alta seleccionados, así como con un Sistema de Seguimiento y Evaluación que permita ir conociendo sus avances y resultados. Valga señalar que esto está también en sintonía con los acuerdos de la Declaración de París sobre la Eficacia de la Ayuda al Desarrollo.

6.1. La Línea de Base

Las intervenciones del Programa Red Solidaria utilizan como herramienta de focalización geográfica el Mapa de Pobreza¹⁰. Éste constituye el punto de partida o Línea de Base de los municipios. Tomando en cuenta la información contenida en el Mapa de Pobreza, en el Cuadro 1 se presentan los principales indicadores que expresan la situación social de los 13 municipios en pobreza extrema alta.

Cuadro 1. Perfil de 13 de los municipios en pobreza extrema alta de la región de oriente.

Departamento	Municipio	Clasificación de Pobreza	Población	Personas en pobreza extrema	Índice de Pobreza	Índice de Pobreza por Género	Índice de Pobreza por Etnia	Índice de Pobreza por Nivel Educativo	Índice de Pobreza por Nivel de Ingresos	Índice de Pobreza por Nivel de Empleo	Índice de Pobreza por Nivel de Vivienda
SAN MIGUEL	SAN JORGE	Alta	9,481	2,168	31.68	3.97	40.88	58.11	71.10	32.90	
SAN MIGUEL	CIUDAD BARRIOS	Alta	29,664	8,131	33.4	3.18	45.62	53.82	21.30	42.10	
SAN MIGUEL	SÉSORI	Alta	11,379	2,263	39.32	2.86	83.79	52.44	72.20	43.30	
USulután	SANTA ELENA	Alta	15,476	3,366	27.34	4.94	48.62	56.62	6.80	21.70	
USulután	JUCUARÁN	Alta	12,848	3,047	30.81	3.71	48.28	47.08	26.70	22.60	
USulután	MERCEDES UMANA	Alta	13,966	2,933	31.54	3.58	47.72	44.20	31.50	17.80	
USulután	OZATLÁN	Alta	12,140	2,709	32.94	4.47	40.82	52.42	64.40	28.10	
USulután	BERLÍN	Alta	17,952	3,712	32.97	3.86	51.29	53.54	26.00	29.50	
USulután	CONCEPCIÓN BATRES	Alta	13,088	2,931	33.16	3.57	48.92	44.37	64.80	20.80	
USulután	TECAPÁN	Alta	11,475	2,593	33.94	3.1	43.28	41.48	23.10	36.60	
USulután	ALEGRÍA	Alta	13,813	2,540	33.61	3.83	36.87	39.43	18.20	22.50	
USulután	SAN FRANCISCO JAVIER	Alta	6,058	1,439	40.13	3.29	43.79	32.88	35.70	50.60	
USulután	SAN AGUSTÍN	Severa	4,448	932	37.83	3.38	45.44	38.68	20.10	38.40	
Total			171,864	36,787							

Fuente: Mapa de Pobreza. FLACSO/FISDL

¹⁰ FISDL y FLACSO, "Mapa de Pobreza: Tomo I. Política Social y Focalización", San Salvador, septiembre 2005.

Estos indicadores, que por su marcada incidencia en la pobreza extrema podemos denominarlos indicadores de impacto,¹¹ hacen referencia a: la escolaridad promedio, los porcentajes de niños menores de 5 años registrados en el Programa Red Solidaria y asistiendo al control de crecimiento, el ingreso per-cápita mensual, el porcentaje de viviendas sin agua por cañería, y el porcentaje de viviendas sin energía eléctrica. El cuadro también retoma el Índice Integrado de Marginalidad Municipal (IIMM), el cual cristaliza el conjunto de estos indicadores referentes a la dimensión de ingreso, educación y acceso a servicios básicos.

Adicionalmente, el Programa de Apoyo a Red Solidaria también contará con una Línea de Base sobre otros indicadores que se consideran importantes para el avance de los indicadores de impacto, como por ejemplo los niveles de participación ciudadana, la participación de las mujeres, los niveles de coordinación interinstitucional, seguridad jurídica, sostenibilidad a nivel de los esfuerzos productivos, etc. Estos serán posteriormente establecidos, una vez se cuente con el diseño final de cada una de las intervenciones que conformarán el presente Programa de Apoyo a Red Solidaria.

La meta del Programa de Apoyo es impactar sobre estos indicadores, de tal forma de hacerlos avanzar en los próximos cuatro años hacia niveles que permitan sacar a los municipios objeto de su intervención de su condición de pobreza extrema. Para contribuir al logro de esta meta y su seguimiento, el Programa de Apoyo se enmarcará en el Sistema de Monitoreo y Evaluación del Programa Red Solidaria.

6.2 Sistema de Seguimiento y Evaluación

El Sistema de Seguimiento y Evaluación del Programa de Apoyo a Red Solidaria se basará en el Sistema de Seguimiento y Evaluación (SSE) del Programa Red Solidaria. Éste cuenta con un conjunto estructurado de instrumentos, indicadores y reportes, que tienen como función medir constantemente el avance, el logro de resultados e impacto de la Red Solidaria. Esto permitirá informar y retroalimentar a los principales actores involucrados en el Programa d'Appui para que puedan tomar decisiones oportunas, llevar a cabo acciones correctivas, así como formular nuevas actividades.

6.2.1. *Objetivos específicos del SSE*

Los objetivos específicos del SSE serán los siguientes:

- Dar seguimiento a las diferentes acciones y sus resultados, impulsadas por las distintas instituciones involucradas en las intervenciones del Programa de Apoyo.
- Favorecer el cumplimiento y verificación de las metas establecidas por el Programa de Apoyo a Red Solidaria.
- Producir información oportuna para orientar el trabajo de las instituciones involucradas en las intervenciones, así como para apoyar el trabajo de conducción y coordinación del Programa de Apoyo a Red Solidaria que llevará a cabo Red Solidaria.

¹¹ Los Indicadores de Impacto "son indicadores de resultados clave, que resumen los cambios más generales del desarrollo de un sector o área y pueden representar a otros indicadores". Secretaría Técnica de la Presidencia de la República, Red Solidaria, "Marco Lógico y Sistema de Monitoreo y Evaluación de la Red Solidaria", documento de trabajo, San Salvador, 2006.

- Vigilar que se cumplan principios y lineamientos referentes a la transparencia, la participación ciudadana, y la equidad de género en la gestión de los distintos procesos impulsados por el Programa de Apoyo a Red Solidaria.
- Desarrollar capacidad autónoma local para evaluar y dar seguimiento a las acciones y proyectos impulsados por el Programa de Consolidación.

6.2.2. *Contenidos y Metodología del SSE*

Los contenidos y metodología del SSE se encuentran descritos en el documento del Marco Lógico elaborado por la Dirección Ejecutiva del Programa Red Solidaria de la Secretaría Técnica de la Presidencia de la República de El Salvador, en coordinación con distintos sectores sociales.¹² Este Marco Lógico será la base para describir y resumir lo que los proyectos en particular, y el Programa el Programa de Consolidación en general, pretenden conseguir, así como sus principales riesgos y asunciones. Adicionalmente, en la matriz del Marco Lógico se establecerá la forma cómo serán monitoreados y evaluados los resultados y productos esperados.

El núcleo del SSE de Red Solidaria que será la base para la elaboración de la Matriz de Indicadores y Metas para el Programa de Apoyo a Red Solidaria, lo constituye un conjunto articulado de indicadores, los cuales se agrupan en cuatro tipos:¹³

- a) Indicadores de resultados, los cuales miden las señales observables y objetivas del cambio o status que se busca. Estos indicadores proporcionan un medio claro para verificar resultados.
- b) Indicadores de productos, los cuales son medidas de la cantidad y calidad de los productos y el tiempo que toma su realización, y permiten un seguimiento y evaluación periódica.
- c) Indicadores de contexto o de impacto, los cuales, son indicadores de los resultados esenciales o claves que se persiguen, que resumen los cambios más generales del desarrollo de un sector o área y pueden representar a un conjunto de otros indicadores.
- d) Indicadores de proceso, los cuales describen o miden la forma cómo se han realizado los procesos, las cualidades de los productos y si estos se atienen a los principios y lineamientos institucionales; miden la aplicación de principios y lineamientos institucionales al proceso de elaboración del producto.

6.2.3. *Matriz de Indicadores y Metas del SSE*

En torno al Marco Lógico anterior, y sus principales indicadores, se ha elaborado la siguiente Matriz de Indicadores y Metas Generales del Programa de Apoyo a Red Solidaria (ver Cuadro 2). Estos indicadores y metas permitirán darle un mejor seguimiento al desarrollo de las intervenciones y acciones contempladas en el Programa de Apoyo, así como contribuirán a fortalecer su intervención integral, de cara a ir superando las condiciones de pobreza extrema alta en que se encuentran los 13 municipios a ser apoyados por la cooperación de Luxemburgo.

¹² Secretaría Técnica de la Presidencia de la República y Red Solidaria, op. cit.

¹³ Ibid., p.11.

Cuadro 2. Matriz de indicadores: municipios de pobreza extrema alta

Objetivos	Indicadores de Resultado	Línea Base*	Meta	Fuente de la Información
		Año 2005	Año 2009	
Resultados				
EDUCACIÓN				
Mejorar el acceso a la educación de la población rural en edad escolar de parvularia de 6 años y primaria	Escolaridad promedio en niños (as) de 6 a 14 años (Indicador en años)	3.80	4.00	EHPM/MINED
SALUD				
Reducir la mortalidad de los niños menores de 5 años	Niños (as) menores de 5 años registrados y asistiendo a control de crecimiento y desarrollo	44.51%	100%	EHPM/MSPAS/FESAL
INFRAESTRUCTURA BASICA				
Ampliar la cobertura de servicios de electrificación rural	Población con acceso al servicio de energía eléctrica	67.10%	100.0%	EHPM
Ampliar la cobertura de servicios de agua potable y saneamiento	Población con acceso a agua potable	57.80%	86.7%	EHPM
	Población con acceso a servicio sanitario	67.50%	86.7%	EHPM
SOSTENIBILIDAD				
Dotar de herramientas que permita la sostenibilidad económica del hogar, a través de proyectos productivos, capacitación laboral y microcrédito	Número de personas capacitadas en capacitaciones agropecuarias, pesquera, acuícola y ARNA'S	0	2496	MAG y FISDL/Informes de Monitoreo Red Solidaria
PARTICIPACIÓN CIUDADANA				
Fortalecer los procesos de participación ciudadana	Comités municipales Red Solidaria conformados y operando	0	13	FISDL/ Informes de Monitoreo Red Solidaria

Nota: Indicadores corresponden a los 88 Municipios en Pobreza Extrema ALTA, según Mapa de Pobreza (FLACSO) y obtenidos del Marco Lógico del Programa Red Solidaria

A grandes rasgos, el Programa de Apoyo a Red Solidaria, en su objetivo de reducir la pobreza extrema alta en los 13 municipios seleccionados, busca:

- Mejorar el acceso a la educación de la población rural, elevando la escolaridad promedio de niños y niñas entre 6 y 14 años, llevando el promedio actual de 3.6 grados a 4 grados en el 2010.
- Reducir la mortalidad infantil, incrementando el número de niños y niñas menores de 5 años registrados en el Programa Red Solidaria y asistiendo a los controles de crecimiento y desarrollo. La meta es alcanzar en el 2010 una cobertura del 100% de la población infantil menor de 5 años (incrementando el bajo promedio actual de 44.4% de la población meta).
- Lograr en el 2010 una cobertura total en electrificación rural en los 13 municipios seleccionados, pasando de la situación actual de un promedio de del 67.3% de viviendas con acceso a energía eléctrica a un 100% con acceso a la misma.
- Ampliar la cobertura de acceso al servicio de agua potable del 57.8% al 86.7% de las viviendas en el 2010, y la cobertura de acceso a servicio sanitario del 67.5% al 86.7% del total de las viviendas en los municipios seleccionados.

e) Incrementar en 2,496 el número de personas capacitadas en temas productivos y 1,500 personas en temas de comercialización, así como haber asesorado a 2, 489 personas en temas de acceso al Programa Tu Crédito.

f) Fortalecer el capital social e institucional de los municipios, incrementando la participación ciudadana y potenciando la institucionalidad local. Para tal fin se busca conformar, poner en funcionamiento y consolidar los Comités Municipales de Red Solidaria, así como los espacios de coordinación y planeación interinstitucional a nivel de cada municipio.

6.2.4. Evaluación de Impacto Externa

La evaluación de impacto externa es una de las herramientas de Red Solidaria que permitirá al Programa en su conjunto determinar su eficiencia y eficacia en relación con los propósitos y objetivos perseguidos. El Programa Red Solidaria ya cuenta con el diseño conceptual de la estrategia de evaluación que consta de tres partes: levantamiento de línea de base (2006), evaluación de medio término (IV trimestre 2008), evaluación final (IV trimestre 2010). Los resultados de la evaluación del Programa en su conjunto expresarán la contribución que el Programa de Consolidación 2007-2010 está haciendo al mismo.

A continuación se detallan las preguntas claves respecto a las políticas y los indicadores mínimos que responden a los objetivos planteados en dicha evaluación.

Preguntas claves:

- ¿Cuál es la cobertura de las distintas intervenciones?
- ¿Qué tan bueno es el algoritmo de focalización que se utilizará a partir del 2007?
- ¿Cuáles son los impactos del Programa de Red Solidaria en su conjunto?
- ¿Cuál es el efecto de la calidad de la oferta de servicios en los impactos del Programa Red Solidaria en su conjunto?

La Evaluación de Impacto Externa se hará sobre algunos indicadores mínimos, entre los cuales se pueden destacar los siguientes:

- Aumento de 4 pp en la tasa neta de asistencia de niños de 7-12 años.
- Disminución en 2 pp en la tasa de repitencia de niños de primer grado.
- Aumento de 7 pp en la cobertura en el esquema completa de vacunación completa para su edad en niña(os) menores de cinco años
- Aumento de 25 pp en los partos atendidos por personal calificado.
- Descenso en 10 pp en la prevalencia de diarrea en niña(os) menores de 5 años.
- Aumento de 25 pp en la cobertura de inscripción infantil (en el menor de 1 año) en control de crecimiento y desarrollo
- Aumento de 25 pp en la cobertura de inscripción prenatal.

Finalmente, la Evaluación de Impacto Externa contará con unos estándares mínimos para la definición de la muestra. Entre estos estándares se pueden mencionar los siguientes:

- Revisión de datos administrativos
- Se considerarán supuestos para la prueba de hipótesis de impacto que arrojen resultados estadísticamente significativos.
- La recolección de datos se realizara a nivel familiar e individual (dentro de la familia). Se considerará un boleta a nivel hogar que incluya los módulos de consumo, educación, antropométrico, entre otros. Otra boleta a nivel de cantón recolectará datos sobre la calidad de los servicios de salud y nutrición, educación, agua y saneamiento básico entre otros.

7. COORDINACIÓN INSTITUCIONAL

La Coordinación General del Programa de Apoyo a Red Solidaria estará a cargo de la Secretaría Técnica de la Presidencia, bajo el Programa Red Solidaria, el cual mantendrá una consulta permanente y directa con la oficina del Ministerio de Asuntos Exteriores del Gran Ducado de Luxemburgo en Managua.

La ejecución de las intervenciones y acciones territoriales del Programa de apoyo a Red Solidaria, tal como se realizó en el Programa Indicativo de Cooperación 2003-2006, lo llevará a cabo la Agencia de Cooperación Luxemburguesa, Lux-Development, en conjunto con la institución contraparte nacional. Solamente la ejecución de la intervención nacional "Apoyo a la Gestión de las Políticas Públicas, la Gobernabilidad y la Cohesión Social" será ejecutado directamente por la Secretaría Técnica de la Presidencia, bajo el Programa Red Solidaria.

El Programa de Consolidación 2007-2010 contará con cuatro niveles de conducción y coordinación.

En un primer nivel se encuentra la instancia de coordinación y conducción general, el *Comité de Conducción y Seguimiento* del Programa de Apoyo a Red Solidaria. Este comité estará conformado por un o una representante de las siguientes instituciones: Red Solidaria, Ministerio de Asuntos Exteriores del Gran Ducado de Luxemburgo, Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de El Salvador, Agencia de Cooperación Luxemburguesa (Lux-Development). Este comité estará coordinado por Red Solidaria. El comité será el responsable de la coordinación, seguimiento y conducción general del Programa de Apoyo, y velará por el cumplimiento adecuado y oportuno de sus objetivos y metas. El comité se reunirá trimestralmente.

A un segundo nivel, de naturaleza institucional, funcionará el *Comité Interinstitucional* del Programa de Apoyo a Red solidaria, en el cual participarán las instituciones gubernamentales involucradas en el Programa: FISDL, ANDA, Ministerio de Salud, Ministerio de Educación, Ministerio de Economía, Ministerio de Agricultura y Ganadería, Banco Multisectorial de Inversiones (BMI), Red Solidaria, y será coordinado por éste último. En este comité participarán los directores de proyecto nombrados por Lux-Development y sus contrapartes nacionales dentro de cada Ministerio o instancia gubernamental. Este comité se reunirá mensualmente, y será el responsable de la coordinación operativa e integrada de las intervenciones, así como de velar por el cumplimiento adecuado y oportuno de las intervenciones, objetivos y metas del Programa de Apoyo.

En un tercer nivel, de carácter territorial, operará un *Espacio Intermunicipal de Desarrollo* del Programa de Apoyo a Red Solidaria. Este espacio estará integrado por las tres principales instancias involucradas en el Programa de Apoyo dentro de cada municipio: los Comités Municipales de Red Solidaria, las instituciones del gobierno central y los gobiernos locales. El Espacio Intermunicipal de Desarrollo del Programa de Apoyo estará conformado por un o una representante de cada instancia dentro de los 13 municipios. Este espacio se reunirá al menos una vez cada trimestre, y velará por el buen desarrollo y coordinación de las intervenciones y acciones del Programa de Apoyo a nivel intermunicipal. En tal sentido, este espacio se concibe como un espacio de información, retroalimentación, articulación y coordinación de esfuerzos entre los diferentes municipios que impulsan las intervenciones del Programa de Apoyo.

Finalmente, a nivel local-municipal, funcionarán los *Comités Municipales de Desarrollo* del Programa de Apoyo a Red Solidaria, los cuales estarán integrados por representantes del gobierno central presentes en el municipio, el gobierno local, y del Comité Municipal de Red Solidaria. Este comité se reunirá al menos una vez al mes, y dentro de sus funciones estará velar por la coordinación y supervisión de las acciones e intervenciones de los diferentes proyectos del Programa de Apoyo ejecutados en el municipio, así como velar porque éstas se desarrollen en base a los objetivos y lineamientos establecidos por el Programa de Apoyo.

8. ASIGNACIÓN PRESUPUESTARIA

Los recursos provenientes del Programa de Apoyo 2007-2010 entre los gobiernos del Gran Ducado de Luxemburgo y de la República de El Salvador, se asignarán de la siguiente manera:

COMPONENTES	INSTITUCIONES	TOTAL
1. Acceso a Servicios Básicos		
1.1. Agua y Saneamiento Básico Rural	ANDA	24%
1.2. Electrificación Rural	MINEC/FISDL	8%
2. Fortalecimiento de la oferta de Educación y Salud		
2.1. Efectividad de la educación básica	MINED	28%
2.2. Fortalecimiento de los servicios esenciales de Salud	MSPAS	16%
3. Proyectos Productivos (incluye 3% fondo microcrédito)	MAG	15%
4. Fortalecimiento de las capacidades locales	STP/FISDL	5%
5. Proyecto Apoyo a Políticas Públicas, Gobernabilidad y Cohesión Social	STP/FISDL	4%
TOTAL		100%

Nota: Monto a asignarse entre 20 y 25 millones de Euros. Monto calculado con un tipo de cambio de 1.20 dolares por Euro.

Las políticas de Luxemburgo de cooperación al desarrollo

La cooperación luxemburguesa al desarrollo se coloca decididamente al servicio de la erradicación de la pobreza, especialmente en los países menos desarrollados. Sus acciones se conciben dentro del espíritu del desarrollo sostenible, abarcando sus aspectos sociales, económicos y ambientales- con el hombre, la mujer y el niño en su centro.

Sus acciones se inscriben prioritariamente en la ejecución- de aquí al 2015- de los objetivos de desarrollo para el milenio. Así los principales sectores de intervención de la cooperación destacan los temas sociales: la salud, la educación, incluyendo en ella la formación y la inserción profesional y el desarrollo rural integral. Las iniciativas pertinentes en el dominio de las micro finanzas son alentadas y apoyadas, ya sean al nivel conceptual o al nivel operacional.

Desde un punto de vista geográfico, la cooperación luxemburguesa persigue, por deseo de eficacia e impacto, una intervención dirigida a un numero restringido de países asociados privilegiados. Dos de los países metas de la cooperación luxemburguesa se ubican en América central. La cooperación con estos países se distingue por un sentido agudo de asociación con las autoridades y las comunidades. Este espíritu de asociación complementado por el deseo de la apropiación de los programas y proyectos por los beneficiarios, precede la ejecución de los programas plurianuales de cooperación, los PIC (programas indicativos de cooperación).

En términos de ayuda pública al desarrollo (APD), la cooperación luxemburguesa se ubica desde el año 2000 en el grupo de los cinco países industrializados que dedican más del 0.7 por ciento de su ingreso nacional bruto a la cooperación al desarrollo. En 2006, la APD se calculará en 230 millones de euros y deberá representar más del 0.86 por ciento del INB. Como en el pasado este APD será ejecutada por medio de los instrumentos de cooperación bilateral, de cooperación multilateral, de la asistencia técnica y la cooperación con las ONG de desarrollo.

En paralelo, la cooperación luxemburguesa está activamente involucrada en la discusión alrededor de la definición de nuevos estándares de armonización y de calidad de la ayuda internacional al desarrollo. La cooperación luxemburguesa ha hecho suyas las conclusiones de la Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda: apropiación, armonización, alineación, resultados y responsabilidad mutuamente asumidos, en marzo 2005

La cooperación luxemburguesa comprende asimismo un importante aspecto de asistencia humanitaria que se enmarca en el contexto mayor de la gestión civil de las crisis y puede desplazarse, bajo este marco, en caso de catástrofes naturales, lo mismo que en situaciones post-bélicas, a partir del cese de la violencia armada hasta el reinicio de las actividades de cooperación al desarrollo.

La política luxemburguesa en el tema de la cooperación al desarrollo y la asistencia humanitaria se caracteriza desde hace más de quince años por un esfuerzo constante y progresivo, tanto en cantidad como en calidad, en beneficio de las poblaciones más desprotegidas. Ello es la expresión de una solidaridad internacional expresada y confirmada y constituye como tal un vector importante de las relaciones internacionales del gobierno del Gran Ducado de Luxemburgo.